

Derrière l'épidémie la guerre de classe



Éditorial p. 2

Pourquoi nous avons perdu sur les retraites p. 7

Le « séparatisme » : la discrimination à la française p. 8

LO, l'armée et la police p. 10

Face à la crise combinée de la santé publique et de l'économie capitaliste p. 11

La pandémie a précipité la crise économique p. 13

8 mars, journée internationale des femmes travailleuses p. 16

Espagne : Podemos entre au gouvernement p. 17

Autriche : Die Grünen entrent au gouvernement p. 18

Irlande : Sinn Féin veut entrer au gouvernement p. 19

Algérie : pour une issue révolutionnaire au Hirak p. 21

Turquie & Syrie : escalade de la guerre à Idlib p. 24

Palestine : le nouveau plan de l'impérialisme américain p. 25

Retrait du projet LPPR contre les travailleurs de la recherche ! p. 28

Derrière l'épidémie, la guerre de classe

À la jonction de la nature et du capital

La forme concrète et précise qu'a pris la pandémie du nouveau coronavirus ne pouvait être prévue mais la survenue de pareilles pandémies était probable. Les travaux scientifiques documentés sur les virus émergents et les risques de pandémie existent depuis plusieurs années. Par exemple, il y a déjà cinq ans, des chercheurs français, belges et néerlandais, spécialistes des coronavirus, prévenaient la Commission européenne sur l'impérieuse nécessité de financer les recherches sur de nouveaux antiviraux pour prévenir les nouvelles formes d'épidémie. En vain. Car que pèse la recherche publique face à la soif de profit du capital ?

Le capitalisme se caractérise non seulement par son développement anarchique et par son imprévoyance substantielle, mais aussi par le bouleversement constant du métabolisme de l'homme à la nature. L'émergence de souches de bactéries résistant aux antibiotiques et de nouveaux virus comme le Covid-19, Ébola, les SARS-Cov... est facilitée par le capitalisme, par les conséquences de son mode de production vis-à-vis de la nature, et donc des rapports de l'homme à la nature.

Les écosystèmes dans lesquels les virus « sauvages » restaient sous contrôle par la complexité des forêts tropicales sont pulvérisés par la déforestation capitaliste et, à l'autre extrémité de la périphérie urbaine,

par les déficiences de la santé publique et des équipements sanitaires... (Rob Wallace..., Monthly Review, 27 mars)

Partout, les pouvoirs exécutifs dépassés

Face au Covid-19, l'imprévoyance et l'incurie de la bourgeoisie comme classe dominante se retrouvent déclinées à des degrés divers dans chaque pays avec des conséquences dramatiques pour la population. La première réponse de l'État chinois est, en décembre 2019, de faire taire les médecins lanceurs d'alerte, faisant perdre trois semaines précieuses.

La porte-parole du gouvernement français écarte tout risque alors que la Chine est frappée massivement. Macron et Philippe ne préparent rien et autorisent un rassemblement religieux chrétien du 17 au 24 février à Mulhouse répandant la maladie dans la ville et au-delà. Alors que l'épidémie est déjà massive en Alsace, le gouvernement maintient le premier tour des élections municipales malgré l'avertissement de la ministre de la santé de l'époque. Ils décident les premières mesures de confinement six semaines après l'apparition de la maladie sur le territoire.

Les gouvernements des Pays-Bas (Parti populaire pour la liberté et la démocratie & Parti travailliste) et de Grande-Bretagne (Parti conservateur) laissent d'abord faire, misant sur l'auto-immunisation naturelle de la population, puis changent brutalement d'avis devant l'annonce par les épidémiologistes que des centaines de milliers de personnes mourraient, sans épargner les riches.

Aux États-Unis, le président, après avoir démantelé l'administration fédérale chargée des épidémies (CDC), après avoir minimisé pendant plusieurs semaines le risque de ce qu'il appelle « le virus chinois », déclare qu'il faut fêter Pâques (12 avril) dans les églises et remettre les exploités au travail au plus vite.

Je ne veux pas que le remède soit pire que le mal. Vous pouvez détruire un pays de cette façon, en fermant tout... Nous avons la meilleure économie de notre histoire il y a trois semaines encore. Et puis tout d'un coup, nous sommes censés tout arrêter. Et payer les gens pour ne pas aller travailler. On n'a jamais vu ça ! (Donald Trump, 24 mars)

Même dans les pays impérialistes, les anciens des maisons de retraite, les réfugiés, les migrants, les sans-domicile et les franges précarisées sont particulièrement exposées. Les marins du transport international de marchandises, dont la plupart sont originaires de pays pauvres comme les Philippines, sont probablement en danger. Vu la faiblesse des systèmes hospitaliers, il faut s'attendre à des hécatombes dans les pays

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Imprimé par le GMI. Directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 12 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**
Pour contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol, espéranto, français, turc : revolucionpermanente.com

Site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI / France : groupermarxiste.info

Site de PD / Turquie : patronsuzdunya.com

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné par les islamistes le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski.

dominés, en Afrique, en Amérique latine, dans le sous-continent indien, etc. Le pire sera dans les camps de réfugiés, les déplacés étant bien plus nombreux dans les pays dominés que dans les pays avancés. Dans les monarchies islamistes du Golfe, les chantiers, où ne travaillent que des ouvriers immigrés, ne s'arrêtent pas.

Les blocus par Israël (Gaza...) et par les États-Unis (Iran, Cuba, Venezuela...) sont délibérément criminels.

La santé publique fragilisée par l'austérité

Les masques et les tests sont nécessaires en début, au milieu et au sortir de l'épidémie, pour éviter ou amoindrir la propagation du virus. En août 2014, le gouvernement PS-PRG-EELV, en toute connaissance de cause et pour de minables raisons d'économies budgétaires de quelques millions par an, a cessé de renouveler les stocks de masques, réduits la veille de l'épidémie à la portion congrue.

Les suppressions de postes, les restrictions budgétaires, les fermetures de lits, de services, d'hôpitaux des gouvernements bourgeois successifs ont laissé le système de santé publique dans un état proche de la rupture, avant même le déclenchement de l'épidémie. Tous en connaissaient parfaitement les conséquences. L'actuel directeur général de la santé était dans l'équipe de LREM en 2017 et renseignait le candidat Macron sur le système de santé.

La France n'est pas prête à un afflux de plus de 500 patients en urgence absolue. (Jérôme Salomon, *Note confidentielle à Macron*, 5 septembre 2016)

L'hôpital, déjà en crise, est désormais en tension, car il ne dispose d'aucune élasticité pour absorber des variations d'activité... On peut déjà anticiper un coût humain important... (Jérôme Salomon, *Note confidentielle à Macron*, 11 janvier 2017)

Aujourd'hui, sous le gouvernement du champion du management d'entreprise Macron, il manque 160 millions de masques par mois pour protéger seulement les personnels des hôpitaux, des maisons de retraite, d'aide à la personne, les médecins généralistes, les ambulanciers, etc. Par contre, le groupe capitaliste franco-allemand Airbus, qui continue à produire des avions et des armements et à les exporter, obtient des masques.

Les mensonges succèdent aux mensonges pour tenter de dissimuler l'impréparation, la faiblesse dans laquelle les attaques successives des différents gouvernements ont laissé le système de santé publique. « *Il n'y a aucune pénurie de masques* », affirmait, péremptoire comme à son habitude, la porte-parole du gouvernement Sibeth Ndiaye le 4 mars. « *Il y a eu quelques difficultés logistiques, mais les masques vont être livrés d'ici un ou deux jours* », prétendait-elle encore le 18 mars. « *Les masques ne sont pas nécessaires pour tout le monde* », assurait-elle encore le 20 mars, avec un aplomb qui le dispute à la bêtise.

L'envoi au casse-pipe d'une partie du prolétariat

Pour la classe ouvrière, c'est le risque sérieux d'une brutale plongée dans des conditions de vie, de travail, sans rapport avec celles que nous avons connues, même dans les crises précédentes. Déjà sur le plan de la santé. Mais aussi les possibilités d'un chômage de masse, d'une longue dépression, de la baisse drastique de la valeur de la force de travail, de la répression sociale et politique se renforcent à mesure que la pandémie avance.

La mobilisation croissante de l'armée (à laquelle recourent de plus en plus de gouvernements) prépare non pas la guerre contre le virus, qui se moque bien des déploiements de matériels militaires, mais les affrontements possibles contre les bourgeoisies rivales et contre sa propre classe ouvrière. « *Nous sommes en guerre* », a en effet martelé plusieurs fois le président le 16 mars. Il oublie de dire que la bourgeoisie en guerre envoie toujours les travailleurs au front. En haut, les coups de menton ne manquent pas ; en bas, tout manque. L'incurie du gouvernement est totale ou presque.

Pas assez de masques, de gants et de tests pour les personnels hospitaliers, les médecins et infirmiers libéraux, les auxiliaires de vie... De même pour les policiers et les gardiens de prison car la bourgeoisie n'est pas forcément reconnaissante à ses chiens de garde. Peu de protection pour une partie de la classe ouvrière qui continue à travailler dans l'agriculture, le nettoyage, le ramassage des ordures, le transport de marchandises, le commerce alimentaire, les grandes surfaces, les usines qui tournent, les pompes funèbres... Peu ou pas de protection pour les travailleurs des services publics quasi-privatisés (Pôle emploi, la Poste...), ni pour les fonctionnaires qui restent en poste (les services d'incendie et de secours, les services d'état civil, l'administration des impôts, les écoles ouvertes aux enfants des travailleurs qui restent actifs...). Pas de tests pour la masse de la population, car ils sont réservés seulement aux cas les plus graves. Dans les hôpitaux, pénurie de personnel, d'équipements (respirateurs, etc.), de médicaments indispensables à l'anesthésie et à la réanimation. Les présumés malades sont priés de rester chez eux avec les autres, confinés tous ensemble, seuls les malades les plus atteints sont pris en charge. Alors que des ouvriers agricoles refusent de mettre leur vie en danger, le préfet de Seine-et-Marne envoie les réfugiés à leur place.

Aujourd'hui, pas un ministre, pas un sous-ministre, pas un député LREM ne commence une déclaration sans un vibrant hommage aux soignants. Mais dans quel camp étaient-ils, quelques semaines auparavant, quand les travailleurs de la santé manifestaient, pendant la grève des urgences, quand même les chefs de service

démisionnaient en bloc ? Avec Macron, pour les réductions de postes, pour les fermetures de lits, contre les revendications des soignants !

Déjà, dans les régions Grand Est et Île de France, les hôpitaux sont débordés et les services de réanimation trient les malades, certains sont soignés et d'autres ne le sont pas, faute de moyens humains et matériels. Partout, les salariés des hôpitaux, des EHPAD, doivent travailler alors qu'ils sont contaminés en grand nombre, faute du matériel de protection suffisant, et faire face à l'afflux des malades, à l'urgence des situations et au manque d'effectif. Macron a promis le 25 mars une « prime exceptionnelle » à « *l'ensemble des personnels soignants et des fonctionnaires mobilisés* » dont il n'a pas précisé le montant et la mise en place « *d'un plan massif d'investissement et de revalorisation de l'ensemble des carrières* »... une fois la crise passée. Mais il s'est gardé de dire qu'il accordait immédiatement l'augmentation des salaires pour tous de 300 euros que réclamaient les grévistes des hôpitaux, pas plus qu'il n'a décidé de rétablir les postes et les lits supprimés. Dans ces conditions, les promesses de Macron ne coûtent rien, d'autant qu'après la crise, le gouvernement bourgeois, quel qu'il soit, va présenter la note aux travailleurs.

Attaques contre le droit du travail

Pour l'heure, en effet, le gouvernement « mobilise » pour maintenir le capitalisme français à flot. Il ne doit rien en coûter aux entreprises. D'une part, la production doit continuer au mieux. Et pas seulement la production jugée indispensable aux besoins essentiels. Les travailleurs d'Airbus, qui pensent que leurs masques seraient plus utiles dans les hôpitaux ou ceux d'Amazon qui réclament l'arrêt des sites, faute de protections suffisantes, en sont pour leurs frais. Mieux encore, le gouvernement fait appel à la charité en lançant « *un grand appel à la solidarité nationale* ».

La ministre du travail Pénicaud s'est illustrée une nouvelle fois en jugeant que l'arrêt des chantiers du bâtiment relevait du « *défaitisme national* » (19 mars). Les ordonnances prises en vertu de la loi d'urgence confèrent des pouvoirs accrus aux patrons. Dans les secteurs de l'énergie, des télécoms, des transports, de la logistique, de l'agro-alimentaire, ils peuvent désormais imposer aux salariés une journée de travail jusqu'à 12 h, une semaine de travail jusqu'à 60 h et douze semaines de travail de 48 h ou douze semaines de 44 h s'il s'agit de travail de nuit. Dans toutes les entreprises, les patrons peuvent imposer jusqu'à six jours de congés légaux pendant la période de chômage partiel, sous réserve d'un accord de branche ou d'entreprise. Ils peuvent modifier les jours de congé, imputer les RTT, vider le compte épargne-temps sur la période de confinement. La date limite de ces ordonnances, le 31 décembre, montre que le gouvernement entend bien que ce régime dure bien au-delà de la période prévisible du confinement et devienne la norme de travail.

D'autre part, en cas de mise en chômage partiel, comme dans le secteur automobile, l'État rembourse intégralement aux patrons les salaires versés par les entreprises. Résultat : aucun frais pour les patrons qui renvoient chez eux 3,9 millions de salariés (DARES, 2 avril) avec une baisse de 16 % de leur revenu puisqu'ils ne touchent que 84 % du salaire habituel ! Le gouvernement se porte également garant à hauteur de 300 milliards d'euros des prêts bancaires consentis aux capitalistes. Il reporte le versement des cotisations patronales, impôts et taxes des entreprises sans exclure un éventuel moratoire. « *Quoi qu'il en coûte* », a répété Macron. Mais à qui ? Plus tard, l'heure sera au retour de l'austérité pour les salariés, contre les services publics, pour rembourser la dette budgétaire, c'est-à-dire payer les dons aux entreprises pour soutenir leur trésorerie, rembourser à l'État les salaires du chômage partiel que les entreprises n'auront pas eu à déboursier.

Masques nulle part, police partout

Le confinement pénalise différemment suivant le type de logement et l'éventuelle solitude ou promiscuité. Sans parler des prisons où figurent peu de ceux qui commettent les plus grands délits et crimes, ceux qui fraudent massivement le fisc et l'URSAFF, qui polluent à grande échelle, qui poussent des dizaines de salariés à la mort, etc.

L'enseignement à distance pourra être utilisé contre les travailleurs de l'enseignement et, d'ores et déjà, accentue les écarts sociaux dans l'accès au savoir avec la prétention d'une « continuité pédagogique » dévastatrice pour les enfants des travailleurs peu qualifiés alors que le système scolaire français est déjà inégalitaire.

« *La présence policière est importante et permet de faire de la pédagogie* » affirme l'énarrable porte-parole du gouvernement. En fait de pédagogie, le comportement des flics est très différent dans les quartiers riches et les pauvres. Près de 400 000 contraventions (passées de 38 à 135 euros) pour non-respect du confinement ont été signifiées en une décade, la palme revenant à la Seine-Saint-Denis, où les CRS viennent en renfort de la police municipale pour verbaliser les jeunes qui sont confinés dans des logements exigus.

« L'opération Résilience » qui fait appel à l'armée n'a, sur le terrain sanitaire, pratiquement aucun sens. Laborieusement, l'armée a construit un hôpital de campagne de 30 lits à Mulhouse, devant lequel Macron a choisi de « s'adresser aux Français » le 25 mars. L'opération Résilience ne consiste pas à rapatrier immédiatement les troupes de l'opération Barkhane ni à réaffecter les fonds dépensés avec libéralité pour les instruments de destruction de la vie humaine aux équipements pour sa préservation, encore moins de reconvertir l'industrie de l'armement française (le 3^e exportateur d'armes du monde) en industrie publique d'équipement médical.

Il ne s'agit pas de mobiliser le génie pour réparer les canalisations d'eau qui fuient comme des passoires en Guadeloupe et privent ainsi les populations du simple accès à l'eau... Alors, de quoi s'agit-il ? L'envoi de deux navires porte-hélicoptères, l'un en direction de Mayotte et de la Réunion, l'autre vers la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane, dont les hôpitaux de bord ne sont absolument pas adaptés aux traitements du coronavirus, n'a aucun sens, sauf si on souhaite disposer de troupes mobiles à mettre en renfort de la gendarmerie dans ces territoires où, précisément, la misère et la déliquescence dans laquelle les services publics ont été plongés rendent la situation particulièrement explosive. Le gouvernement assure que les troupes ne serviront pas au maintien de l'ordre et à la surveillance de la population. Mais il n'empêche que ce sont les préfets qui décideront de l'emploi des forces armées en fonction des situations locales. Quand on y ajoute la multiplication des couvre-feux décidés par les maires, le plus souvent des réactionnaires notoires, on peut s'inquiéter.

Ajouté aux mesures économiques en faveur des patrons, le renforcement du déploiement policier et militaire donne le vrai sens de la « guerre » annoncée par Macron sous prétexte de combattre le virus : une guerre pour les groupes capitalistes français et contre la classe ouvrière !

Union sacrée

La bonne volonté des appareils « réformistes », syndicaux et politiques, à l'égard de la bourgeoisie et du gouvernement à son service n'a pas cessé, au contraire. Après la première allocution de Macron, le PS répond présent « *pour réaliser l'indispensable unité nationale* » (Oliver Faure, 14 mars) et le PCF oublie toute responsabilité du capitalisme, il ne s'agit que de mauvaises politiques.

Une crise financière historique est en cours. La crise sanitaire en est le catalyseur et non la cause. Ce sont les politiques monétaires et néolibérales qui en sont les principaux déclencheurs... L'heure est à la mobilisation nationale pour délivrer la réponse la plus efficace face à la crise sanitaire et à la crise économique exceptionnelles que nous affrontons. (Fabien Roussel, 12 mars)

LFI, pour qui les classes sociales ont disparu, discerne un changement total dans la politique de Macron alors que celui-ci défend avec constance le capitalisme français.

Il aura fallu une crise, il est vrai mondiale, pour que le président de la République comprenne qu'un modèle de monde est mort et que le soin dû à tous est une priorité. (Jean-Luc Mélenchon, 12 mars)

L'union sacrée s'est exprimée avec une belle unanimité lorsqu'il s'est agi du maintien du premier tour des élections municipales aboutissant à cette situation surréaliste où le 14 mars au soir, le premier ministre Philippe ordonne à partir de minuit « *la fermeture de tous les lieux recevant du public non indispensables à la vie du pays* »

et le 15 mars au matin, assesseurs et électeurs se retrouvent dans les bureaux de vote, sans masque bien sûr...

L'union sacrée se retrouve à l'Assemblée nationale lors du vote de la loi de finances rectificative le 19 mars. Elle autorise la garantie de l'État pour les prêts aux entreprises jusqu'à 300 milliards d'euros, 43 milliards d'euros d'aides et de reports pour les patrons dont la prise en charge du chômage partiel. Résultat : unanimité, les élus PS, PCF et LFI votent avec les députés RN, LREM, EELV !

Toute perte de chiffre d'affaires que subissent les entreprises touchées par le confinement est compensée par l'État. (LFI, *Onze mesures d'urgence*, 20 mars)

La loi d'exception portant urgence sanitaire et permettant au gouvernement de légiférer par ordonnances a certes connu un moindre succès le 22 mars puisque les députés du PCF et de LFI ont cette fois voté contre, ceux du PS se contentant de s'abstenir. Pareille audace ne saurait être tolérée.

Lorsqu'on engage une guerre, on s'y engage tout entier, on s'y mobilise dans l'unité. Je vois dans notre pays les facteurs de division, les doutes, toutes celles et tous ceux qui voudraient aujourd'hui fracturer le pays, alors que nous ne devons avoir qu'une obsession, être unis pour combattre le virus. (Emmanuel Macron, 26 mars)

Que le président se rassure, il peut compter sur les chefs confédéraux qui négocient chaque jour en visioconférence avec la ministre du travail ou le premier ministre. Ils signent aussi avec le patronat une déclaration de collaboration de classe et d'union sacrée.

Les confédérations syndicales (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC) et les organisations patronales (MEDEF, CPME, U2P) attachées à leur liberté de comportement se sont rencontrées ce 19 mars. Dans le contexte de crise sanitaire majeure, lié à l'épidémie de Coronavirus (Covid-19), qui appelle à prendre les mesures indispensables à son endiguement, elles entendent ainsi affirmer le rôle essentiel du dialogue



social et de la négociation collective. Elles appellent les pouvoirs publics et les entreprises à mettre en oeuvre tous les moyens indispensables à la protection de la santé et de la sécurité des salariés devant travailler. (19 mars)

Mais qui décide des « salariés devant travailler » ? Mais où sont « les moyens indispensables à leur santé et à leur sécurité » ? Qu'y a-t-il à négocier en ce moment : le rallongement de la durée du travail ? les suppressions de RTT ?

Pour la direction de la principale fédération syndicale de la fonction publique, qui n'est pas convoquée aux concertations gouvernementales, « l'heure n'est pas à creuser la conflictualité sociale » (FSU, 24 mars).

Pour la rupture avec Macron et la bourgeoisie française

Il est indispensable, contre cette union sacrée qui couvre tout autant l'incurie du gouvernement que ses attaques présentes et à venir contre les travailleurs, que les militants révolutionnaires tracent une perspective politique pour structurer la colère des salariés qui va inévitablement s'amplifier.

À bas l'union sacrée avec le gouvernement, l'État bourgeois et le capital !

Financement des mesures urgentes de santé et de protection sociale par un impôt très progressif sur le revenu, par la fin des subventions au capital, des dépenses militaires, des subventions aux religions (clergé de l'Est, établissements catholiques sous contrat...), la suppression des institutions antidémocratiques (Président, Sénat...)

Des masques, des tests pour tous, des respirateurs en quantité suffisante ! Fermetures de toutes les entreprises et activités non essentielles sous contrôle des travailleurs ! Réquisition sans indemnité des cliniques privées, des groupes pharmaceutiques, des entreprises pouvant produire masques, blouses, respirateurs, tests, médicaments antiviraux... ! Contrôle par les travailleurs de ces productions ! Satisfaction immédiate des revendications des personnels soignants, salaires, postes et réouverture des lits et des services hospitaliers !

Retrait immédiat des ordonnances portant atteinte au droit du travail ! Aucune diminution des salaires en cas

de chômage partiel ! Interdiction de tout licenciement, maintien de tous les emplois, y compris précaires (contractuels, intérim, CDD...) !

Régularisation de tous les réfugiés et des étudiants ou travailleurs sans-papiers ! Aucune expulsion, réquisition des logements inoccupés, suspension des loyers des logements d'habitation, des versements aux banques pour les crédits immobiliers ou à la consommation !

Forces de répression et armée hors des villes, auto-organisation des travailleurs et des voisins pour contrôler le respect des mesures nécessaires pour arrêter la pandémie !

Pour la solidarité et la coopération internationales

Les grands problèmes de l'économie, de l'environnement, de la santé ne sont pas nationaux et ne peuvent être résolus dans les limites d'un État. Face au déferlement de patriotisme impulsé par le gouvernement Macron-Philippe, répercuté par les partis sociaux-patriotes, exacerbé par le parti fascisant, les travailleurs doivent lutter avec ceux des autres pays contre l'épidémie mondiale et prévenir les prochaines pandémies.

Gratuité des soins ! Coordination de la production d'équipements médicaux et répartition internationale au rythme de la progression de l'épidémie ! Collaboration internationale pour la recherche de vaccins, de traitements antiviraux, de nouveaux antibiotiques !

Expropriation des cliniques privées, des groupes pharmaceutiques, des assurances de santé privées... ! Arrêt de la déforestation, de la destruction des mangroves ou des récifs coralliens, encouragement aux cultures vivrières, limitation de la pêche industrielle et de l'élevage intensif !

Gouvernement des travailleurs, expropriation du capital, destruction de l'État bourgeois et dissolution des corps de répression, plan de production pour satisfaire les besoins sociaux décidé par la population et ménageant l'environnement et l'avenir de l'humanité, fédération socialiste mondiale !

2 avril 2020



Abonnement : envoyer 12 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP pour 5 numéros de *Révolution communiste* à l'adresse postale :

**ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE**

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville.....

Adresse électronique@.....

Pourquoi nous avons perdu sur les retraites

Le dispositif des appareils syndicaux



À chaque attaque de l'État bourgeois, la première façon de trahir, d'aider le gouvernement et de désorienter les travailleurs, est de négocier son projet.

Quant aux retraites, les consultations ont duré deux ans. FO puis la CGT ont quitté la « conférence de financement » juste avant la fin de ses travaux, tout en continuant à siéger au Conseil d'orientation des retraites et en poursuivant, secteur par secteur, les négociations pour appliquer la loi, tout comme Solidaires, la CFDT, l'UNSA, la CFTC.

Évidemment, les mêmes directions syndicales refusent d'appeler à la grève générale, à l'élection et à la centralisation des comités de grèves, à l'autodéfense des grèves et des manifestations. Au plus, quand la révolte grandit, certaines (CGT, Solidaires, FSU, parfois FO, UNSA, CFE) appellent à des grèves tournantes ou à des grèves reconductibles site par site, entreprise par entreprise. Ainsi, les travailleurs de la SNCF et la RATP ont fait grève tout décembre mais, laissés sciemment isolés, ils n'ont pu gagner.

La stratégie complémentaire des directions syndicales est de multiplier les « journées d'action » ou « temps forts » qui ont pour résultat d'essouffler la résistance des travailleurs. En 2003, il en a fallu neuf pour permettre à Fillon d'imposer un allongement de la durée de cotisation nécessaires pour bénéficier d'une retraite à taux plein. En 2010, il en a fallu quatorze pour que Sarkozy puisse reculer à 62 ans l'âge légal de départ à la retraite. En 2016, au bout de seize journées d'action le gouvernement Hollande-Valls put mettre en oeuvre la loi El Khomri disloquant le droit du travail, complétée ultérieurement par les ordonnances Macron. Cette fois-ci il a suffi de dix journées d'action, sans compter la prochaine annoncée le 31 mars pour enterrer définitivement la lutte.

Les organisations syndicales appellent à poursuivre les actions sans relâche, sous toutes les formes décidées localement. Elles préparent dans ce cadre une grande journée de grève interprofessionnelle et de manifestation dans tout le pays le mardi 31 mars pour faire échec à ce projet de loi. (CGT, FO, FSU, Solidaires, FIDL, MNL, UNL, UNEF, 20 février)

Les coupables de la défaite, ce sont les bureaucraties syndicales corrompues par l'État bourgeois (les subventions sont plus importantes que les cotisations) qui préfèrent laisser vaincre le gouvernement plutôt que se laisser déborder par leur base, et la responsabilité d'une organisation révolutionnaire est d'expliquer aux masses les réelles raisons de leur défaite.

Le dispositif des partis réformistes

L'intersyndicale a reçu à tout moment et pour tous les aspects de sa politique (négociations de la contre-réforme, journées d'action, grèves reconductibles éclatées, pétitions bidon...) l'appui des partis « réformistes » (PS, LFI, PCF...) et des organisations semi-réformistes (NPA, LO, POID...) qui font d'ailleurs partie des appareils syndicaux. Le PCF, le PS, LFI, le NPA et LO ont, en plus, organisé un meeting le 11 décembre avec les partis bourgeois « de gauche » (EELV, PRG...) qui ne pouvait se tenir que sur leur terrain, obtenir « une autre réforme » de la part de Macron.

L'idée fondamentale de l'opportunisme, c'est l'alliance ou le rapprochement de la bourgeoisie avec son antipode, la classe ouvrière. (Lénine, Sous un pavillon étranger, février 1915)

Malgré la fin de la grève à la SNCF et à la RATP en janvier, tous les complices des bureaucrates syndicaux persistent à faire croire que la lutte contre le projet du gouvernement se poursuit, voire se renforce.

Il faut se saisir de la journée nationale du 31 mars. (NPA, 25 février) ; La journée de mobilisation appelée le 31 mars, et peut-être même d'autres avant celle-ci, seront de nouvelles occasions de faire entendre que la réforme Macron, c'est toujours non ! (LO, 4 mars)

Les députés « insoumis » (LFI) et « communistes » (PCF) ont en outre répandu l'illusion que, à coups d'amendement, ils allaient dénaturer la loi et ils ont prolongé les débats en multipliant les amendements les plus incongrus. Quelle travailleuse quel travailleur pouvait croire qu'ils allaient bousculer les 298 députés LREM avec 17 députés LFI, 13 députés PCF et 3 députés PdG ?

LFI et le PCF ont en fait organisé diverses mises en scène théâtrales pour donner l'illusion qu'ils s'opposaient réellement au gouvernement. Une autre mascarade, prise le 17 février à l'initiative des députés du PCF, rejoints par plusieurs députés LFI et PS, mais aussi LREM et LR, a été de demander un référendum sur les retraites... au gouvernement et au parlement.

Pour vaincre, il faut regrouper les militants, les groupes, les fractions qui, dans les luttes et dans les syndicats, veulent l'indépendance de classe, l'unification syndicale, l'auto-organisation, l'auto-défense, la grève générale, le contrôle ouvrier, le pouvoir des travailleurs, les États-Unis socialistes d'Europe...

8 mars 2020

Le séparatisme : la discrimination à la française

L'offensive contre le « séparatisme » musulman

Le 19 mars 2018, cent intellectuels (qui vont des néo-fascistes aux détroqués du stalino-maoïsme) publiaient dans *Le Figaro* un appel contre « le séparatisme islamiste », bien sûr au nom de « la République » et du refus du « totalitarisme », avec le soutien de LR, DIF et RN. Plus la situation d'une bourgeoisie se détériore vis-à-vis des autres, plus elle recourt au patriotisme ; plus elle démantèle les conquêtes sociales, plus elle a besoin de boucs émissaires. Malgré leurs prétentions au progressisme et au modernisme, Macron et sa LREM ne font pas exception.

Le ministre de l'enseignement Blanquer a dénoncé les mères d'élèves voilées le 24 septembre 2019 (voir *Révolution communiste* n° 37).

Quelques semaines après, Macron a donné une entrevue à un hebdomadaire xénophobe et fascisant : « *Il faut aussi regarder en face : au fait migratoire s'additionne le fait religieux.* » (*Valeurs actuelles*, 25 octobre).

Le 27 novembre, le ministre de l'intérieur Castaner demanda aux préfets « *de faire du combat contre l'islamisme et le communautarisme un « nouvel axe fort de l'action de l'État* » (*Le Monde*, 2 décembre).

En déplacement dans un quartier populaire de Mulhouse, le président a déclaré la guerre à ce qu'il appelle « le séparatisme ».

Le problème que nous avons, c'est quand au nom d'une religion ou d'une appartenance, on veut se séparer de la République, donc ne plus en respecter les lois et donc qu'on menace la possibilité de vivre ensemble en République... C'est pourquoi notre ennemi est le séparatisme. (Emmanuel Macron, 18 février)

Il y a deux sortes de communautarisme, celui des très riches qui est délibéré, celui des pauvres, plus nombreux, qui est subi.

La sécession volontaire des riches

Macron ne s'en prend pas à l'Église catholique qui a constitué un réseau d'écoles « sous contrat » qui est grassement subventionné par le parlement et le gouvernement, ni aux écoles « hors contrat » qui autorisent les cagots et les obscurantistes de tout bord (sunnites salafistes, catholiques fondamentalistes, juifs orthodoxes, disciples de Steiner...) à embrigader des enfants séparés des autres par leurs parents.

Macron ne dénonce pas des capitalistes qui vivent délibérément à l'écart du reste de la population, car c'est cette classe qu'il défend, par le budget et l'austérité pour

la santé et l'enseignement publics, la fiscalité et les subventions sans limites au temps du coronavirus, par les interventions militaires à l'étranger et le renforcement de l'appareil répressif, par le démantèlement des conquêtes sociales (droit du travail, retraite...) et les attaques contre les chômeurs.

La minorité qui vit de l'exploitation des travailleurs loge dans les quartiers huppés, élève ses enfants à part, se déplace séparément, prend ses loisirs en autarcie.

Ceux qui sont au top de tous les univers économiques et sociaux : grands patrons, financiers, hommes politiques, propriétaires de journaux. C'est le monde des musées, des ventes aux enchères, des collectionneurs, des premières d'opéra... C'est ce qui se passe dans les cercles, les clubs, les rallyes pour les jeunes... On trouve partout les mêmes personnes dans une consanguinité tout à fait extraordinaire. Le CAC 40 est plus qu'un indice boursier, c'est un espace social. Seules 445 personnes font partie des conseils d'administration des entreprises du CAC 40. Et 98 d'entre eux détiennent au total 43 % des droits de vote. (Monique Pinçon-Charlot, novembre 2013)

Les riches ne sont pas racistes à proprement parler, ils adorent leurs homologues étrangers, plus particulièrement ceux de la puissance dominante. Ils détestent simplement les pauvres, à commencer par ceux de leur pays.

Les ghettos subis des pauvres

À l'autre pôle, dans certains quartiers populaires, vivent entassés les travailleurs peu qualifiés, les chômeurs, ce qui augmente la proportion d'étrangers et de descendants de citoyens naturalisés. La religion (musulmane sunnite souvent, chrétienne évangélique parfois...) y est un exutoire.

Nombre d'entre eux sont des prolétaires parmi les plus exploités de la classe ouvrière, d'autres des déclassés dont certains vivent de la prostitution, du vol et du recel, de la contrebande (cigarettes) et du commerce de psychotropes illicites. Beaucoup sont surexploités par des petits capitalistes de leur propre nationalité dans la confection, la restauration, le bâtiment, le trafic de drogue, etc. La majorité des habitants des quartiers pauvres subit la délinquance et le délabrement des services publics. Les filles y sont particulièrement la cible des consignes rétrogrades répandues par les imans formés et financés par les États alliés et clients du capitalisme français.

Les fanatiques musulmans convergent d'ailleurs avec les fanatiques chrétiens, bouddhistes, israéliens,

hindouistes... contre le communisme, la science, la liberté sexuelle de la jeunesse, les homosexuels, l'art et la satire.

Un État de plus en plus policier

La bourgeoisie décadente s'accommode des superstitions à condition qu'elles prêchent la résignation. L'État bourgeois, s'il tolère que l'Église catholique obéisse au Vatican et que la plupart des pentecôtistes, les témoins de Jéhovah, les mormons... aient leurs chefs aux États-Unis, tolère difficilement que des réseaux organisés défient son autorité sur son territoire et minent le nationalisme français.

Il faut reprendre le contrôle et lutter contre les influences étrangères, en particulier à l'école et dans les lieux de culte. (Emmanuel Macron, 18 février)

Cependant, il ne s'agit pas de rompre les mille et une relations commerciales et militaires que l'impérialisme français entretient avec les monarchies du Golfe qui financent et organisent les courants islamistes les plus réactionnaires, antisémites et antichrétiens, jusqu'à armer des djihadistes. Il ne reste au gouvernement que la loi et l'appareil de répression.

Il ne s'agit pas d'une « opération de diversion » (NPA, 20 février), encore moins d'une manœuvre pour les municipales : « *Macron et le séparatisme : pour quelques voix de plus* » (LO, 19 février). Pour LO, la xénophobie et le racisme sont la règle dans la population ; les politiciens ne feraient que les flatter pour gagner des voix. C'est oublier la lutte de classes : contre la solidarité spontanée des exploités et l'internationalisme conscient exprimé par l'avant-garde communiste, la classe dominante inculque par mille canaux le nationalisme, avec le renfort des bureaucraties syndicales et des partis réformistes en paroles, sociaux-impérialistes en fait. Le sabotage des luttes sociales par les directions syndicales et la soumission au capital des gouvernements du PS et du PCF désorientent et démoralisent la classe ouvrière.

L'État s'efforce de mieux encadrer les « classes dangereuses », à commencer par les 47 zones urbaines labellisées « quartiers de reconquête républicaine » (QRR). Inauguré par Collomb en 2018, étendu par Castaner en février 2019, le dispositif « police de sécurité au quotidien » (PSQ) assure un renfort de 15 à 30 policiers par QRR.

Au total, ce sont 1 600 policiers et gendarmes supplémentaires qui ont été déployés dans ces quartiers de reconquête républicaine. À cette approche quantitative s'ajoute une approche encore plus fine puisqu'on a défini en leur sein 15 zones très spécifiques où on a depuis 2 ans concentré les forces, c'est-à-dire au-delà des moyens de police et de gendarmerie supplémentaires, on a mis en place



une stratégie, on a expérimenté une stratégie de lutte contre la radicalisation et le repli communautaire. (Emmanuel Macron, 18 février)

L'augmentation continue des effectifs de policiers et de gendarmes, de leur rétribution et de leur équipement est financée sur le dos des producteurs. Cela contribue à la paupérisation des quartiers populaires, qui sert à son tour de justification au renforcement de la police. Tous les partis bourgeois (LREM, LR, RN...) l'approuvent, mais aussi les partis sociaux-patriotes (LFI, PS, PCF...). Or, l'appareil de répression de l'État bourgeois est une menace contre la classe ouvrière et ses luttes, comme vient de le montrer la répression violente des manifestations en défense des retraites.

Pour l'unité des travailleurs

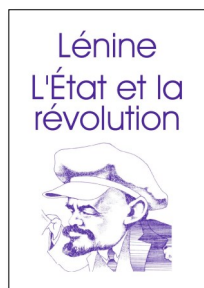
La meilleure façon d'œuvrer à l'unité des travailleurs est de reconnaître le droit des populations des collectivités et régions d'outre-mer, voire de la métropole, de se séparer de l'État français.

Contre la propagande islamophobe et les mesures gouvernementales contre le « séparatisme », les organisations de la classe ouvrière doivent prendre parti et imposer la laïcité (suppression des subventions aux établissements de l'Église catholique, fin de la rémunération publique des clergés de l'Alsace-Moselle, interdictions des « écoles » des sectes...). Contre la division de la classe ouvrière, elles doivent combattre pour des papiers pour tous, pour les mêmes droits pour tous les travailleurs.

Contre les marchands de sommeil, elles doivent exiger l'expropriation et la construction de logements sociaux de qualité répartis dans tous les quartiers. Contre le chômage de masse, elles doivent exiger la diminution du temps de travail sans baisse des salaires, l'expropriation des grandes entreprises capitalistes. Contre l'inégalité territoriale, les organisations ouvrières doivent imposer la répartition des logements sociaux dans les villes, la restauration des services publics dans les zones rurales et l'amélioration du système scolaire (unique et laïc) notamment dans les quartiers populaires.

15 mars 2020

LO, l'armée et la police



Il était prévisible (le Groupe marxiste internationaliste l'avait annoncé) que la police et l'armée, en tant que corps de répression de l'État, seraient épargnées d'une manière ou d'une autre par l'attaque contre les retraites menée par le gouvernement Macron-Philippe et négociée par la direction de toutes les confédérations syndicales.

L'armée professionnelle et la police sont les principaux instruments de la force du pouvoir d'État. (Lénine, *L'État et la révolution*, 1917)

Pourtant, LO n'explique pas cette exception.

Les syndicalistes policiers justifient le maintien de leur régime spécial en arguant du danger de leur métier. En effet, vingt-cinq gendarmes et policiers sont morts en mission en 2018, sans compter les suicides. Le danger du métier est sans doute réel... tout comme celui qu'encourent bien des travailleurs. L'équité et l'égalité sont chères au gouvernement quand il vante les supposés mérites de sa réforme. Irra-t-il jusqu'à conclure que tous les travailleurs devraient bénéficier des mêmes droits à la retraite que les policiers ? (11 décembre 2019)

Le Conseil supérieur de la fonction militaire, qui chapeaute 548 000 personnes, dit clairement non à la réforme, avec des arguments percutants... qui valent pour tout le monde. C'est exactement la même chose pour tous les travailleurs. Que va faire le gouvernement ? Probablement accéder, au moins en grande partie, aux réclamations des militaires, comme il l'a fait pour la police. Mais pourquoi pour les policiers, probablement les militaires, et pas les autres ? (22 janvier 2020)

En d'autres termes : 1) Parmi « tous les travailleurs », il y a des policiers et des militaires. 2) Certes, leur métier comporte du « danger », mais ils ne sont pas les seuls, les autres travailleurs aussi. 3) Leurs représentants, CSFM pour les militaires et « syndicalistes » pour les policiers, ont des « arguments percutants » à présenter au gouvernement. 4) Les autres travailleurs devraient, si le gouvernement était soucieux « d'équité » et « d'égalité », bénéficier de la même « réforme », des « mêmes droits à la retraite » que les policiers et les militaires.

Selon la théorie marxiste de l'État, un tel propos est inepte. Il ne s'agit pas d'une formulation maladroite, occasionnelle, mais l'indice d'un opportunisme répété, incrusté.

En 2016, alors qu'un mouvement de policiers dirigé par LR, le FN et les groupes fascistes se dressait contre le gouvernement PS-PRG, LO les présentait comme des travailleurs, victimes du gouvernement au même titre que les enseignants ou les soignants.

Les policiers du rang ne sont pas mieux traités que le personnel des hôpitaux ou de l'Éducation nationale. (26 octobre 2016)

En 2005, durant la révolte des jeunes de banlieues, LO réclamait plus de « police de proximité », comme le PCF.

Même sur le plan strictement policier, il n'y a pas, dans les quartiers dits sensibles, plus de police de proximité ou de postes de police permanents. La politique de Sarkozy, c'est d'envoyer ponctuellement une armada de CRS. (4 novembre 2005)

En 2001, alors qu'une protestation de policiers et de gendarmes orchestrée par le RPR et le FN visait le gouvernement PS-PCF-PRG-Verts, LO en faisait un exemple pour le reste du « monde du travail ».

Les syndicalistes policiers ont fait une démonstration qui peut être utile à l'ensemble du monde du travail et montré que, pour se faire entendre de l'État-patron, il peut être efficace de manifester son mécontentement dans la rue. (7 décembre 2001)

En 1981, sur *TF1*, répondant à une question de journaliste, la candidate à l'élection présidentielle Laguiller expliqua qu'il fallait plus de policiers.

Je vais étonner, eh bien, je suis pour l'augmentation du nombre de policiers. Mais il faut qu'ils soient plus près de la population. (30 mars 1981)

L'armée quadrille le territoire français et fait la guerre en Afrique au compte des groupes capitalistes français. Lors du mouvement en défense des retraites, la police et la gendarmerie mobile ont fouillé les manifestants, entravé les manifestations ouvrières appelées par les syndicats, gazé à coup de grenades lacrymogènes les manifestants, les ont matraqués, leur ont tiré des balles en caoutchouc avec leurs LBD.

Certes, comme les directions syndicales et les partis « réformistes », LO condamne les violences policières. Mais elle n'y oppose pas l'autodéfense des grévistes et des manifestants. Son programme pour l'élection présidentielle n'en dit rien (*Faire entendre le camp des travailleurs*, 2017), ni celui pour les élections européennes (*LO dans les élections européennes*, 2019).

Pour préparer la classe ouvrière à ses tâches historiques, pour construire un parti ouvrier révolutionnaire, il faut ranimer le programme communiste.

Abolition des armées permanentes et armement général du peuple. (Parti ouvrier, *Programme du Havre*, 1880) ; *Toute la police exécutrice des volontés du capitalisme, de l'État bourgeois et de ses clans politiques corrompus doit être licenciée. Exécution des fonctions de police par la milice des travailleurs.* (Ligue communiste, *Programme d'action*, 1934)

30 mars 2020

Face à la crise combinée de la santé publique et de l'économie capitaliste

Le monde est confronté à la progression d'une pandémie d'une ampleur telle qu'elle provoque l'effondrement du système productif de pays entiers pour plusieurs mois. La Chine et la Corée ont été les premières, suivies par l'Iran et l'Italie, et probablement beaucoup d'autres dans le monde.

La crise économique capitaliste s'annonçait déjà avant l'épidémie de coronavirus. À cette situation, s'est superposée la paralysie soudaine de l'économie chinoise, d'une importance capitale en raison de son rôle de deuxième puissance mondiale et de principal fournisseur des chaînes industrielles du monde entier. En outre, dans chaque pays où la maladie se développe, l'économie locale est paralysée à la fois par la propagation de la maladie et par les mesures socio-sanitaires nécessaires prises pour la contenir.

Les frontières sont fermées, le tourisme mondial s'effondre, les marchés boursiers dévissent... Dans tous les pays, des licenciements massifs sont annoncés, touchant des secteurs entiers : transport aérien et terrestre, automobile, tourisme, hôtellerie et restauration, divertissement, sport...

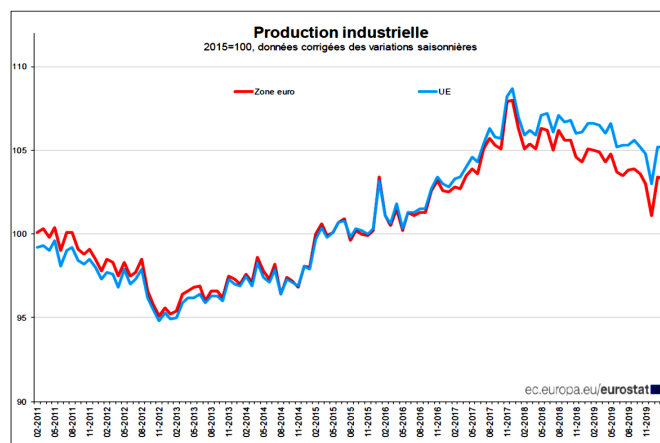
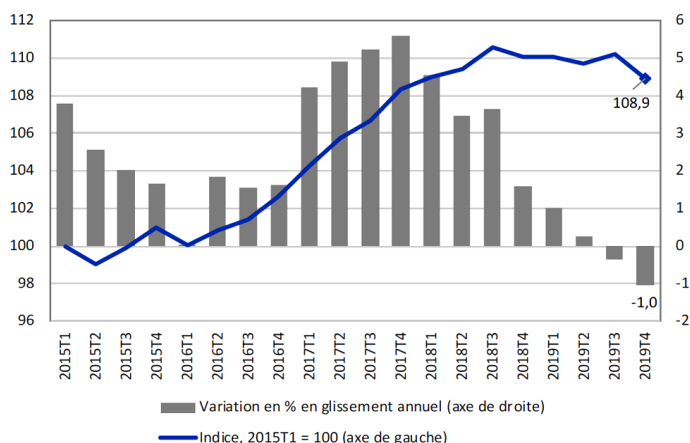
La crise sanitaire est survenue après des décennies de restriction budgétaire, de privatisation et de précarisation de l'emploi dans les systèmes de santé publique, là où ils existaient. De nombreux travailleurs n'ont pas de couverture médicale : des centaines de millions de mingongs (migrants de l'intérieur) en Chine, des dizaines de millions d'ouvriers et d'employés aux États-Unis, des milliards de salariés, de travailleurs indépendants, de paysans pauvres sur les cinq continents... Nulle part, il n'y a assez d'hôpitaux et de travailleurs de la santé. Il n'y a pas assez de moyens pour répondre aux besoins en médicaments et en matériel médical. La production de respirateurs artificiels et d'oxygène, si nécessaire pour les patients atteints de

Covid-19, est insuffisante. La production et les prix de la plupart des médicaments sont soumis aux brevets détenus par les grandes entreprises pharmaceutiques...

La crise sanitaire se combine avec une crise économique que la bourgeoisie essaie de faire peser entièrement sur la population laborieuse. Ce genre de situation met en lumière les énormes contradictions qui caractérisent le capitalisme :

- Le moteur de la production capitaliste n'est pas la satisfaction des besoins humains avec le minimum de dommages à l'environnement. Le but du capital est la valorisation du capital (qui apparaît comme la recherche du profit). Cela facilite l'émergence de nouveaux virus face auxquels l'homme n'a aucune défense immunologique.
- La propriété privée des moyens de production et la concurrence inter-capitaliste rendent impossible une réponse rationnelle aux problèmes qui se posent à un système de production étendu et internationalisé.
- L'anarchie de la production capitaliste est incompatible avec la satisfaction des besoins urgents de la société, qui exigent planification et prévision.
- Le pouvoir de la bourgeoisie, fondé sur les États nationaux, ne peut faire face rapidement et efficacement à une pandémie qui ne connaît pas de frontières et qui exige pour être contenue une réponse mondiale coordonnée, fondée exclusivement sur des critères scientifiques et sur la solidarité humaine.

La réponse des États capitalistes est à l'opposé des besoins, elle met à nu leur nature d'instrument d'oppression d'une classe sur toutes les autres. Dans chaque pays, les mesures de protection et d'endiguement ne sont pas prises lorsque la défense de la santé publique nationale et internationale l'exige, mais quand il est



devenu évident que le coût économique national de l'inertie devient plus élevé que celui des mesures.

En Chine, en Corée, en Iran, comme maintenant en Europe occidentale et aux États-Unis, nous avons vu des mesures manifestement nécessaires être retardées, tandis que le gouvernement calculait de quelle manière elles affecteraient les bénéfices actuels et futurs des entreprises nationales. Par exemple, au début de l'épidémie aux États-Unis, le gouvernement fédéral a refusé les tests de dépistage du virus Covid-19 importés et a préféré des tests produits nationalement qui ne fonctionnaient pas. En fin de compte, la débâcle économique ne peut être évitée, mais, par contre la maladie a bénéficié de quelques jours ou semaines précieux, selon les pays, pour se propager librement, multipliant ainsi sa dissémination.

L'un après l'autre, chaque État répand à cette occasion le nationalisme et exige une union sacrée entre les classes. La plupart déclarent des « états d'exception » qui donnent aux polices et à l'armée des pouvoirs pratiquement illimités sur la population. Ainsi, l'État bourgeois s'entraîne à la guerre civile et transforme les classes ouvrières en simple bétail à diriger et à contrôler pour qu'elles supportent, en silence, les souffrances que l'épidémie provoque, l'effondrement des systèmes de santé publique, les dures mesures d'isolement et la débâcle économique qui se profile.

C'est tout ce que le système capitaliste peut offrir face à une situation catastrophique : le profit au prix de la souffrance publique, la répression et le contrôle social poussé à l'extrême.

Comme lors de chaque crise du capitalisme, les restrictions budgétaires des États disparaissent, remplacées par des cadeaux illimités aux groupes capitalistes. Certes, tant en Chine que dans les pays riches les plus touchés, la crainte explicite d'une explosion sociale oblige les gouvernements à adopter certaines mesures pour éviter la chute brutale dans la misère d'une partie importante de la population active (classe ouvrière et petite bourgeoisie). Mais tout cet argent, plus celui qu'ils donnent aux entreprises, sera plus que remboursé par les travailleurs dès que la crise sanitaire sera passée et que le rythme « normal » de production et d'exploitation reprendra. La paupérisation des masses par l'inflation ou pour leur faire payer la dette publique sera la continuation des épreuves.

Face à cette barbarie, les organisations qui prétendent défendre les travailleurs paralysent toute réponse. Les partis d'origine ouvrière et les syndicats resserrent les rangs autour des gouvernements et acceptent la militarisation du pouvoir, digne du temps de guerre. Cependant, la classe ouvrière ne doit pas accepter que l'ennemi de classe gère la crise contre elle. L'unité immédiate de toutes les organisations du mouvement ouvrier est nécessaire pour les revendications qui sont indispensables à la survie de la majorité :

Expropriation sans indemnité de toutes les ressources privées nécessaires à la lutte contre la pandémie (santé privée, grandes chaînes hôtelières, usines, produits médicaux et pharmaceutiques...).

Mise en place définitive d'une couverture médicale complète et gratuite pour tous les travailleurs du monde entier. Suppression des cotisations salariales. L'État et les employeurs ne doivent plus piller les caisses de sécurité sociale. Financement illimité des mesures de santé et de protection sociale par tous les postes budgétaires parasites des États, à commencer par les dépenses militaires et répressives, le financement des religions et de toutes les institutions archaïques (monarchie, sénat...).

Nationalisation sans compensation de toutes les banques sous contrôle des travailleurs, afin de mettre toutes les ressources économiques à disposition pour les besoins sociaux.

Interdiction de tout licenciement. Garantie de salaire à 100 % pendant toute la durée de la crise. Alimentation, santé et aide sociale garanties à toute la population qui en a besoin. Exemption de l'obligation d'aller travailler pour tous les parents ayant des enfants à la maison.

Moratoire immédiat sur toutes les créances des familles de travailleurs (crédit immobilier, loyer, fournitures de base : eau, énergie, communications). Interdiction des expulsions de familles. Garantie de logement pour l'ensemble de la population.

Collaboration internationale, sous le contrôle des travailleurs, pour la recherche, la distribution de matériel et de médicaments, etc. Organisation du contrôle par les travailleurs de la gestion de l'ensemble de la crise sanitaire (production nécessaire, santé, aide humanitaire aux populations à risque) avec des garanties de sécurité pour les personnes en bonne santé et les malades.

Forces de répression et armée hors des villes. Auto-organisation des travailleurs et des voisins pour contrôler le respect des mesures nécessaires pour arrêter la pandémie.

La classe ouvrière doit répondre rapidement à la gravité de la situation. Mais nous devons également nous tourner vers l'avenir. Les éléments les plus conscients de la classe ouvrière doivent l'appeler à s'organiser pour devenir une classe dirigeante alternative, pour offrir à l'humanité un destin différent de la catastrophe permanente qu'est le système capitaliste pour la majorité de la population. Il n'y a pas d'autre choix : socialisme mondial ou barbarie.

17 mars 2020

Collectif révolution permanente (Allemagne, Autriche, Espagne, France, Turquie)
Fracão Trotskista-Vanguarda Proletária (Brésil)

La pandémie a précipité la crise économique

Les traits marquants de la situation économique mondiale sont que malgré la poursuite de la hausse du taux d'exploitation, la rentabilité du capital recule ; cela pousse au protectionnisme la puissance dominante qui perd désormais à la « mondialisation » ; en outre, la politique monétaire accommodante de type keynésien grossit le capital fictif, ce qui accroît le risque de crises financières... Un krach boursier suivie d'une récession mondiale, potentiellement plus graves qu'en 2007-2009, est probable. (Révolution communiste n° 37, 14 novembre 2019)

Une crise financière qui ne se réduit pas au krach des marchés d'actions

L'activité financière hypertrophiée du capitalisme en déclin est touchée par la crise économique qui commence. Lors de chaque crise capitaliste, la plupart des entreprises ont besoin d'argent liquide au même moment pour acquitter leurs dettes alors qu'elles ont du mal à faire payer leurs propres débiteurs.

Les marchés financiers, dont le rôle est de faciliter l'accumulation du capital, non seulement menacent la survie d'acteurs spécialisés (banques, sociétés d'investissement...) mais se retournent contre « l'économie réelle » : des obligations titrisées ne valent plus rien, des produits dérivés ne protègent plus, « l'effet de levier » risque de se transformer en « effet de massue », etc.

Les actions cotées dans les deux bourses de New-York, dans celles de Tokyo, de Londres, de Paris, de Hongkong, de Shanghai, de Toronto... ont perdu en mars 30 % de leur prix, ce qui en fait l'effondrement le plus rapide de l'histoire. Cette forme de capital fictif a fondu de 24 000 milliards de dollars (plus que le PIB des États-Unis). Pour la Bank of America, « *le krach des marchés américains est désormais pire que celui de 1929* » (*Mediapart*, 24 mars). Mais certains capitalistes perçoivent de « *formidables opportunités sur les marchés* » (*L'Écho*, 30 mars).

Il est fort probable que nombre de banques se trouvent en situation de défaut, voire d'illiquidité sur le marché interbancaire (un marché de crédit à court terme où elles se financent entre elles). Le risque de crédit l'accompagne, c'est-à-dire l'incapacité des banques à accorder des prêts de court ou de long terme aux autres entreprises faute de capital suffisant.

Comme en 2009, les écarts de taux d'intérêt se creusent pour les nouveaux prêts aux différents États. Tant sur le « marché monétaire » à court terme (où les États empruntent en émettant des bons du Trésor) que sur le « marché de capitaux » à moyen et long terme (où les États empruntent en émettant des obligations), les

banques demandent des taux d'intérêt plus élevés pour prêter aux États qui sont soupçonnés de pouvoir annuler un jour leur dette (l'écart constituant la « prime de risque »).

Sur le marché des changes, c'est la course au dollar étasunien.

Le dollar est de nouveau devenu une source de préoccupation internationale, s'appréciant du 9 au 20 mars, parce que les entreprises, les banques et les États se ruient sur la devise dominante... (The Economist, 28 mars)

Le taux de change des monnaies des économies les plus faibles va s'effondrer et les dettes souscrites dans ces pays en monnaie « forte » vont devenir insurmontables.

La crise pétrolière

Alors que la consommation de pétrole par la Chine, premier consommateur et importateur mondial, avait déjà chuté d'un tiers en février, et en réponse au gouvernement russe qui refusait de diminuer sa production en violation d'un accord de l'OPEP signé en 2015, l'Arabie saoudite changeait radicalement de position en décidant d'augmenter la sienne, de 1,5 million de barils par jour (environ 12 %), suivie par le Nigéria, l'Algérie, Oman et l'Irak.

Avec l'effondrement de la demande associé à la crise sanitaire, cet apparent contresens – puisque cela génère une offre excédentaire de 20 millions de barils et une perte de profits – permet à l'Arabie saoudite de gagner des parts de marché contre ses concurrents immédiats, à commencer par la Russie, mais affaiblit également les États-Unis. Dans le bras de fer ainsi engagé entre les principaux producteurs, un des éléments déterminants est le coût de production du baril. Il est beaucoup plus élevé en moyenne aux États-Unis, 50 dollars le baril, qu'en Russie, 20 dollars, et surtout qu'en Arabie Saoudite, 2,8 dollars.

Le cours du pétrole s'effondre, divisé par trois depuis le début de l'année, sur fond de diminution de 80 % du transport aérien et de guerre commerciale entre la Russie et l'Arabie saoudite sur le niveau de production pétrolière. « *L'industrie pétrolière affronte sa plus grave crise depuis cent ans* » (*Financial Times*, 24 mars). La baisse du cours du pétrole va nuire à tous les pays producteurs, mais particulièrement au Venezuela, à l'Algérie, à l'Iran...

Un effondrement sans précédent de la production

La réduction de la production trimestrielle s'élève déjà à 18 % en Chine et en Inde, 25 % aux États-Unis, 26 % en France, 28 % en Allemagne... (OCDE, 27 mars). À la

suite du krach de 2008, la réduction était de 6 % pour l'OCDE, de 3,5 % dans le monde entier. Aujourd'hui, le capitalisme chinois semble redémarrer, mais l'Europe de l'ouest, l'Amérique du Nord, etc. sont à leur tour plongées dans la dépression.

L'économie française a tourné fin mars aux deux tiers de son rythme normal. Chaque quinzaine de confinement « coûte » environ 1,5 % de perte de PIB annuel... L'impact des mesures de confinement en vigueur depuis le 17 mars est de -32 % sur l'activité en mars. (Banque de France, 8 avril)

L'OCDE prévoit que le taux de chômage des pays impérialistes et semi-impérialistes atteigne 10 % courant 2020, alors qu'il n'était que de 5,6 % en 2007.

Pendant ce trimestre (le deuxième trimestre) le nombre d'heures de travail sera en baisse d'environ 6,7 % ce qui équivaut à 195 millions de travailleurs à plein temps (effectuant une semaine de travail de 48 heures). Cela signifie que nombre de ces travailleurs vont devoir faire face à une baisse de leurs revenus et à un niveau supérieur de pauvreté. (OIT, 7 avril)

Plus que jamais, l'État bourgeois à la rescousse

Comme à chaque crise, l'illusion dans la capacité de l'État bourgeois à vaincre les crises réapparaît.

L'ensemble des gouvernements européens doit prendre les décisions de soutien à l'activité puis de relance. (Emmanuel Macron, 12 mars)

Ceci signifie bien la fin du capitalisme néo-libéral. (Patrick Artus, économiste de la banque Natixis, 30 mars)

Par conséquent, l'école keynésienne (Thomas Piketty, Joseph Stiglitz, Lawrence Summers...), qui livrait depuis quelques années une contre-offensive au sein de la « science économique » officielle, veut retrouver l'oreille des politiciens bourgeois.

Les solutions trouvées par le célèbre économiste britannique en 1936 sont celles qu'il convient de mettre en oeuvre aujourd'hui. (Alternatives économiques, avril)

Il faut savoir être keynésien quand la situation l'impose. (Toulouse School of Economics, 21 mars)

Pour chaque bourgeoisie, c'est chacun pour soi, aggravant l'anarchie propre au capitalisme. Dans le monde entier, les États nationaux tentent de faire face en activant la politique monétaire et la politique budgétaire. Pour la politique monétaire, la marge de manoeuvre est limitée par le niveau très bas des taux d'intérêt (entre 0 et 0,25 %), si bien que seules des politiques « non conventionnelles » peuvent être mises en oeuvre, c'est-à-dire des injections de liquidités (qui portent le doux nom de détente quantitative), autrement dit la planche à billets de façon illimitée. Les règles prudentielles (fixées par la BRI) auxquelles étaient soumises les banques sont

relâchées par leur banque centrale. Partout, celle-ci rachète à celles-là les titres de dette de leur État (ou des États membres de la zone euro dans le cas de la BCE) ce qui revient à financer, indirectement, les États eux-mêmes. En annonçant le 18 mars qu'elle rachèterait, jusqu'à 750 milliards d'euros, toutes les obligations privées ou publiques que les banques voudraient lui revendre, celle-ci a réduit les écarts de taux qui pénalisaient en particulier l'État italien.

Le levier budgétaire est également activé. Chaque gouvernement impérialiste déverse des centaines de milliards d'euros pour assurer l'ordre social (subsidés aux chômeurs, etc.) et surtout pour assurer la survie de ses capitalistes, préserver leurs chances dans la compétition internationale quand elle reprendra. Les États essaient donc de limiter les faillites en suspendant toutes les créances publiques (impôts sur les entreprises, cotisations patronales...), en offrant leur garantie et en déversant eux-mêmes de l'argent, sans crainte du déficit budgétaire.

Le gouvernement américain envisage un plan de 2 000 milliards de dollars, en faveur du patronat pour les deux tiers. Le gouvernement britannique a, quant à lui, promis un plan d'aide de 300 milliards de livres. Le gouvernement italien a lancé un plan d'aide aux entreprises de 18 milliards d'euros dès le début de la propagation du virus. Le gouvernement allemand envisage de mettre en oeuvre un programme de 500 milliards d'euros, pour soutenir son capital, en revenant sur la Constitution qui impose « zéro déficit ». Le gouvernement français a lui aussi assuré que « *quoi qu'il en coûte* », il se tiendrait aux côtés des entreprises françaises. Il a déjà annoncé 300 milliards. « *Nous ferons tout ce qui est nécessaire et plus que ce qui est nécessaire pour soutenir notre économie et nos entreprises* » (Bruno Le Maire, *Les Échos*, 13 mars). La dette publique française devrait atteindre 112 % du PIB.

La Commission européenne a ratifié en suspendant le 20 mars les règles budgétaires en vigueur depuis le traité de Maastricht (1992), à savoir un déficit public inférieur à 3 % du PIB et une dette publique inférieure à 60 %, durcies par le TSCG (2012) à un déficit inférieur à 0,5 % ou 1 % du PIB ; le Conseil européen du 26 mars a ratifié la décision de la Commission ainsi que les mesures prises par la BCE.

Le Conseil européen (des chefs de gouvernement) du 10 mars n'avait réussi à dégager que 25 milliards d'euros, malgré les demandes pressantes des gouvernements d'Italie, d'Espagne et de France. Depuis, Merkel a cédé, afin de préserver l'Union européenne qui reste le choix de la majorité de la bourgeoisie allemande. Après des discussions préalables des ministres de l'économie des principaux pays impérialistes (Allemagne, France, Italie, Espagne, Pays-Bas), le Conseil de l'union (des ministres de l'économie) s'est accordé le 9 avril sur 540 milliards (le PIB annuel de la France est d'environ 2 400 milliards d'euros) pour tenter de sauver les maillons faibles.

Contre la subordination des producteurs à la classe exploiteuse en faillite

L'histoire a montré que ce n'est ni avec des politiques libérales (à la Friedman, à la Hayek, à la Lucas...), ni avec les politiques interventionnistes (à la Keynes, à la Kalecki, à la Minsky...) que l'État peut empêcher la baisse du taux de profit qui conduit aux crises capitalistes. Le capitalisme ne sort des crises que par la surexploitation du prolétariat et par la dévalorisation à grande échelle du capital suraccumulé.

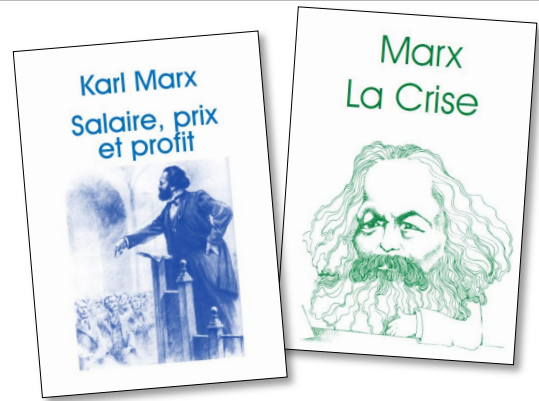
Les partis « réformistes », là où ils existent, et, dans le monde entier, les directions syndicales approuvent le tournant étatiste des gouvernements. Pourtant, leurs mesures sont centrées sur la survie des groupes capitalistes et qu'elles comportent des restrictions aux libertés démocratiques, au droit des travailleurs et un militarisme accru. Il n'y a pas de hasard. L'union nationale appelée par les gouvernements bourgeois sous prétexte de combattre la pandémie trouve son prolongement dans la célébration du rôle de l'État, pour préparer l'étape suivante : tous derrière sa propre bourgeoisie et chacun derrière la sienne dans la lutte féroce qui ne manquera pas entre elles dès les premiers signes d'une possible accalmie sur le terrain de la pandémie.

En France, les partis ouvriers bourgeois (PS, PCF, LFI...) et les appareils syndicaux ont répondu favorablement à l'appel de Macron à l'union sacrée. Les directions confédérales (CFDT, CGT, FO, CFTC, CFE) se réunissent régulièrement avec le gouvernement et le patronat pour discuter « des sacrifices » que les travailleurs doivent supporter. Aucune ne met en cause l'aide publique aux entreprises capitalistes.

Nous devons nous assurer que le nouveau modèle et les nouvelles règles permettront une distribution durablement plus juste des richesses, et un système économiquement plus résilient. Cela passera notamment par des règles d'encadrement des versements des dividendes afin d'affecter le reste des moyens à la transition sociale et écologique. C'est une condition sine qua non pour permettre à nos entreprises de résister aux prochaines crises. (Amis de la Terre, ATTAC, CGT, Greenpeace, FSU, Solidaires..., Lettre à Bruno Le Maire, 29 mars)

Les bureaucrates de la CGT, de Solidaires et de la FSU, au côté d'associations protectionnistes et malthusiennes, se bornent à supplier le gouvernement que, temporairement, les entreprises capitalistes ne versent pas de bonus aux PDG (mais leurs « salaires » mirobolants resteraient honorés) et gardent les dividendes de l'exercice antérieur au lieu de les verser aux possesseurs des actions.

Si les groupes capitalistes conservent les dividendes promis aux actionnaires, les profits de la période antérieure restent en totalité aux mains de l'autre fraction des capitalistes, les manageurs (les PDG et leur état-major). Ainsi, ceux-ci disposeront d'encore plus d'argent pour se



Chacune de ces brochures (et celle de la p. 10) : 2 euros auprès des militants
4 euros par la poste à l'ordre de l'ARTP (adresse p. 6)

rémunérer et les grandes firmes françaises pourront plus facilement racheter des entreprises étrangères ou les entreprises locales en difficulté.

L'objectif de la supplique au ministre de l'économie de Macron est de « permettre à nos entreprises de résister aux prochaines crises ». Mais d'où sortent les « crises » inévitables ? La récurrence des crises économiques n'est-elle pas une caractéristique du capitalisme ? « Nos entreprises », disent la CGT, la FSU et Solidaires ? Mais à qui appartiennent-elles, actuellement ? Certainement pas aux travailleurs !

Dans l'intérêt du plus grand nombre, il faut réquisitionner, sans plus tarder et sans indemnité, les cliniques privées, les groupes pharmaceutiques ou de matériel médical, les hôtels pour y héberger les sans-abris et les malades les moins graves.

Pour raréfier l'apparition des agents pathogènes et limiter leur propagation, il faut suspendre la destruction des forêts tropicales et mettre en cause l'élevage industriel, il faut instaurer une coopération internationale scientifique, médicale et technique pour la connaissance des virus, des bactéries, des prions, pour la recherche de vaccins, de médicaments antiviraux et de nouveaux antibiotiques.

Cela implique de socialiser les moyens de production, de planifier démocratiquement la production en fonction des besoins de la population. Il faut pour cela une révolution sociale qui renverse les États bourgeois, exproprie les groupes capitalistes, fait dépérir les frontières.

9 avril 2020

**un point de vue marxiste
sur l'actualité**

groupemarxiste.info

framapiaf.org/@gmi

**www.facebook.com/Groupe-marxiste-
internationaliste-102781168071978**

pour rejoindre les communistes

groupe.marxiste.inter@gmail.com

8 mars, journée internationale des femmes travailleuses



L'oppression et la surexploitation des femmes sont répandues, à un degré ou à un autre, dans le monde entier. Depuis son existence, le capitalisme profite

de la subordination sociale des femmes, puisqu'elle est un instrument de division de la classe ouvrière qui lui permet de disposer d'une masse de main d'oeuvre « flexible », éduquée pour la soumission et bon marché. C'est pourquoi l'oppression des femmes, en particulier des femmes qui travaillent, ne disparaît pas et n'est qu'atténuée à la suite de grandes luttes sociales.

Aujourd'hui, les courants politiques les plus réactionnaires, ceux qui prétendent mettre fin aux conquêtes sociales de plus d'un siècle de luttes ouvrières, déclarent également une guerre ouverte aux droits conquis par les femmes : de Donald Trump aux États-Unis aux ayatollahs d'Iran, en passant par les partis fascistes européens, Bolsonaro au Brésil ou Rodrigo Duterte aux Philippines. S'appuyant sur les anciennes religions patriarcales, Bible ou Coran en main, ils utilisent l'idéologie misogyne et sexiste, la xénophobie, le racisme et l'homophobie pour détourner le mécontentement social vers des boucs émissaires.

Ces dernières années, dans le monde entier, les femmes ont participé aux luttes sociales. En Pologne, Espagne, Argentine, Brésil, Mexique et Iran, les mobilisations des femmes pour l'égalité sociale et politique, pour la défense du droit à l'avortement et le contrôle de leur corps et de leur vie, ou pour l'égalité des salaires, se sont généralisées. Dans un contexte de dégradation constante des conditions de vie des classes ouvrières, dont les femmes font les frais, le carcan du féminisme bourgeois et petit-bourgeois décomposé a commencé à se rompre partiellement : les revendications spécifiques des femmes travailleuses, des femmes migrantes, des minorités ethniques et celles qui touchent l'ensemble de la classe ouvrière se fraient un chemin face aux exploiters.

Face au féminisme de « sororité » répandu par les médias capitalistes (qui pratique la guerre des sexes et ne s'intéresse qu'aux relations interpersonnelles), les travailleuses développent un « féminisme de classe » en prenant appui sur certaines organisations et syndicats ouvriers minoritaires. La lutte des classes se fait jour, enfin, à l'intérieur du féminisme, mettant en évidence l'impossibilité de concilier les intérêts des femmes qui siègent dans les conseils d'administration avec ceux des ouvrières travaillant sur les chaînes de production de

leurs entreprises ou avec ceux des femmes de chambre des hôtels de luxe où elles séjournent lors de leurs voyages d'affaires.

Cependant, en l'absence d'une organisation véritablement révolutionnaire qui propose un programme de classe cohérent, les objectifs et les méthodes du nouveau mouvement sont souvent contradictoires et confus et échappent difficilement à l'influence de l'idéologie dominante du féminisme interclassiste.

Les communistes considèrent comme une obligation et une nécessité que l'ensemble de la classe ouvrière et toutes ses organisations s'engagent activement dans la défense de la liberté et de l'égalité des femmes dans tous les domaines, dans la défense de leur droit à contrôler leur vie, leur corps et leur volonté d'enfanter, dans la défense de toutes leurs revendications en tant que travailleuses particulièrement exploitées et opprimées.

Nous pensons également que seule une vision programmatique globale incluant l'objectif de mettre définitivement fin à la société de classes - qui est à la base de toute oppression - peut donner à la lutte pour la libération des femmes travailleuses l'orientation qui l'unifie comme partie intégrante de la libération définitive de toute la classe ouvrière.

Contre toutes les formes de discrimination et d'oppression des femmes. Pour la répartition du travail entre toutes et tous, par la réduction de la journée de travail sans réduction de salaire, jusqu'à la résorption du chômage. Contre le travail précaire et pour l'égalité salariale réelle entre hommes et femmes. Salaires, allocations et pensions permettant à toutes les travailleuses et tous les travailleurs de vivre décemment.

Services publics abondants, gratuits et de qualité pour la prise en charge des enfants, des malades et des personnes dépendantes. Logements décents pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs. Pour l'élimination immédiate de toute religion à l'école. Une seule école publique, laïque, gratuite et mixte. Éducation sexuelle scientifique axée sur l'amour et le respect de sa propre liberté sexuelle et de celle des autres, quelle que soit son orientation. Aucun financement direct ou indirect des différentes confessions religieuses. Contraception et avortement libres et gratuits pris en charge par la santé publique. Défense de la santé publique, universelle, gratuite et laïque. Respect et traitement médical adéquat des pathologies et des maladies spécifiquement féminines. Contre la réification et la marchandisation des femmes. Pour l'interdiction et la pénalisation du

proxénétisme. Pour l'interdiction de la gestation pour autrui. Droit de franchir les frontières librement et en toute sécurité pour toutes les travailleuses, tous les travailleurs et les jeunes en formation. À bas les murs et les frontières ! Contre la justice machiste et les lynchages médiatiques de toutes sortes. Épuration de tous les juges réactionnaires. Pour une authentique justice démocratique non-sexiste où les juges sont éligibles et

révocables par les conseils de travailleuses et de travailleurs. Pour un gouvernement des travailleuses et des travailleurs vers une société sans classes, sans exploitation et sans oppression. Pour le socialisme international.

8 mars 2020

CoReP (Allemagne, Autriche, Espagne, France, Turquie)
& FT-VP (Brésil)

Espagne : Podemos entre au gouvernement

La formation du gouvernement du PSOE [Parti socialiste] et Podemos [Nous pouvons, mouvement « populiste de gauche » né en 2014], ne remet en question aucun élément stratégique pour le maintien du statu quo social, politique et économique de l'État espagnol.

Ainsi, dans un paragraphe intitulé *La réforme du travail de 2012 sera abrogée*, il n'est envisagé que d'annuler les aspects les plus agressifs de cette réforme et d'en maintenir la majeure partie ainsi que toutes les réformes du travail précédentes. Le programme de gouvernement avalise la réévaluation des pensions selon l'IPC [l'indice des prix à la consommation qui mesure l'inflation] arrachée par la grande lutte des retraités, mais il prévoit aussi de maintenir la réforme des pensions du gouvernement Zapatero et d'en adopter une autre.

Le problème du logement, qui concerne des millions de familles, est abordé avec de belles paroles (« nous limiterons », « nous impulserons »), alors que des centaines de milliers d'appartements sont entre les mains des banques et des fonds vautours, qui n'ont rien à craindre de la nouvelle coalition gouvernementale.

L'enseignement de la religion cessera de faire partie du programme d'études, mais le financement de l'enseignement privé, principalement religieux, et de la religion dans les écoles publiques ne sera pas touché. Il est clair que le scandaleux financement général de l'Église catholique ne le sera pas non plus.

La Ley de Extranjería [loi sur les étrangers], l'existence des CIE [centres d'internement pour étrangers sans papiers], la militarisation des frontières contre les migrants, l'adhésion à l'OTAN et les interventions des troupes espagnoles à l'étranger n'entrent pas non plus dans la volonté « réformiste » du nouveau gouvernement.

L'appareil répressif sera maintenu tel quel, mais au cas où quelqu'un serait inquiet, l'augmentation de l'effectif des « forces de sécurité de l'État » ainsi que « un plan d'équipements pour la Guardia Civil [gendarmerie] » sont évoqués à plusieurs reprises.

Le gouvernement du PSOE et de Sánchez n'a pas réduit d'un iota la répression développée contre la Catalogne par le gouvernement Rajoy [du Partido Popular, post-franquiste]. Il n'a pas non plus modifié la politique pénitentiaire envers les prisonniers basques mise en oeuvre par Felipe González. Aujourd'hui, entre les mains du gouvernement PSOE-Podemos, la négation du droit du peuple catalan à l'autodétermination prend la forme d'une offre de dialogue « dans le cadre de la Constitution », qui ne peut avoir d'autre sens que de gagner du temps pour désamorcer les mobilisations catalanes de ces dernières années et celles, récurrentes, au Pays basque, qui remettent directement en cause la monarchie, c'est-à-dire le système actuel de domination politique du capital dans l'État espagnol.

Bref, le nouveau gouvernement entend proposer quelques réformes pour donner à la classe ouvrière (dont font partie les retraités), aux nationalités opprimées et aux secteurs sociaux ayant la plus grande capacité de mobilisation (comme les femmes et les homosexuels), l'illusion du changement.

Les conditions de vie de la classe ouvrière se sont fortement dégradées au cours des dernières décennies, en raison des crises économiques successives, de l'attaque de tous les gouvernements (y compris ceux du PSOE) contre les anciennes conquêtes sociales et surtout en raison du prix effréné des logements. Il y a 3,2 millions de chômeurs et parmi les jeunes de moins de 25 ans, le taux de chômage est de 33,4 %. Les salaires ne récupèrent pas leur pouvoir d'achat, 92 % des nouveaux contrats de travail sont temporaires et la plupart d'entre eux sont conclus en jours, voire en heures.

La prochaine crise approche, ce qui renforcera nécessairement les exigences de la bourgeoisie envers le gouvernement pour qu'il l'aide à augmenter sa part du gâteau qui s'amenuise et à réprimer sans trop de scrupules les luttes ouvrières et sociales.

17 janvier 2020

Internaciema Kolektivista Cirklo



Autriche : Die Grünen entrent au gouvernement

Le 2 janvier 2020, Sebastian Kurz, en tant que président tout-puissant de l'ÖVP [Parti populaire, principal parti de la bourgeoisie dont la couleur du drapeau est turquoise], et son homologue des Grünen [Verts, le parti écologiste], Werner Kogler, ont annoncé que les équipes de négociation des deux partis s'étaient mises d'accord sur un programme gouvernemental commun après une lutte acharnée.

Car les partis écologistes se présentent dans toute l'Europe comme les partis démocratiques, progressistes, sociaux, humanistes d'une petite bourgeoisie éduquée et soucieuse de l'environnement. Le fait qu'ils forment aujourd'hui en Autriche une coalition avec un parti bourgeois réactionnaire, contre lequel ils avaient polémique pendant des années, est mémorable. Dès le préambule du programme gouvernemental, l'insupportable enthousiasme patriotique nous submerge :

L'Autriche est un pays merveilleux. Façonné par la nature et le paysage dans sa diversité et sa beauté. Soutenu par une économie innovante. Situé au cœur de l'Europe. Célèbre pour son art et sa culture. Et qui s'est construit sur sa culture démocratique et sur la diligence et l'engagement de ses citoyens. Tout cela fait l'Autriche.

Qu'est-ce qui pousse les Verts à former une alliance gouvernementale avec les réactionnaires de l'ÖVP ?

La protection de l'environnement et une économie forte ne doivent pas être contradictoires. Dans ce contexte, la durabilité signifie également qu'il faut veiller à l'équilibre du budget national.

Dans cinq États fédéraux, les Verts étaient déjà au gouvernement, dont seulement un avec le SPÖ, à Vienne. Dans le Vorarlberg, à Salzbourg, au Tyrol et en Haute-Autriche, le « Parti de l'environnement » était représenté dans des coalitions avec l'ÖVP.

L'effort prolongé en vue d'une coalition avec le parti conservateur montre à quel point les étiquettes « gauche » et « droite » sont absurdes. Lorsque les choses se corsent, les positions sociales sont rapidement jetées par-dessus bord ainsi que les demandes de démocratie bourgeoise ou l'engagement humanitaire. « *C'est la lutte des classes, stupide* », pourrait-on dire en variation d'un dicton concis. La direction des Verts et 93,18 % des délégués du BuKo [Bundeskongress, la convention nationale des Verts] ont donné une procuration générale pour poursuivre sur la voie autoritaire des éco-phrases

non contraignantes de la déclaration gouvernementale, de la promesse de plus de « *transparence* » et des radotages pathétiques de Sebastian Kurz et donc des grandes entreprises :

Avec ce programme, nous assumons une responsabilité - envers le peuple autrichien et envers le parlementarisme et la bonne coopération, envers la valeur du compromis et de l'échange pour la démocratie. Nous assumons cette responsabilité dans une situation où personne d'autre n'a la force de l'assumer dans l'intérêt des Autrichiens.

Ceux qui ne veulent pas toucher aux grandes entreprises énergétiques, ceux qui continuent à laisser le contrôle des moyens de production à une petite couche de capitalistes et donc l'exploitation et le gaspillage des ressources naturelles, ne peuvent que proposer des mesures cosmétiques. C'est exactement ce que font les Verts dans le programme commun avec l'ÖVP. La

menace de facto des taxes sur le CO₂ touche principalement les salariés, tout comme les taxes à la surconsommation des voitures « *non écologiques* ». Des billets bon marché pour les transports publics sont annoncés - mais la provenance du « *milliard pour le transport* » reste un mystère.

En fait, le taux de l'impôt sur les sociétés doit être ramené à 21 %. La réduction prévue de l'impôt sur le revenu provient également du répertoire bleu turquoise et ne touche pas le tiers inférieur de la population active : car cette partie de la

classe ouvrière gagne de toute façon si peu qu'elle doit vivre sous la limite de l'impôt. Cependant, la réduction d'impôts est très sensible parmi les hauts revenus, ainsi que parmi les couches aisées de « *l'aristocratie ouvrière* ». Le programme gouvernemental prévoit un nouveau harcèlement des demandeurs d'emploi. Il est question d'une « *réforme* » des dispositions à leur encontre, vers une augmentation des contrôles, des sanctions et de la pression.

Il est nécessaire que toutes les forces qui veulent se mobiliser contre les attaques à venir s'unissent en un large front uni de travailleurs pour organiser la résistance. Une étape essentielle doit être la préparation de la grève générale pour empêcher les plans antisyndicaux de la bourgeoisie et de ses appendices petits-bourgeois. Par la solidarité de classe prolétarienne, contrecarrons les politiques de division menées par la classe dirigeante !

10 janvier 2020
Gruppe Klassenkampf



Irlande : une période d'instabilité s'ouvre

L'idéologie catholique, liée historiquement à la résistance nationale à la colonisation brutale de l'Irlande par l'Angleterre anglicane et protestante, a pesé longtemps dans l'État du sud, issu de la révolution avortée de 1916 [voir *Révolution communiste* n° 17] et de la partition de l'île en 1922. À chaque occasion, le clergé catholique s'était rangé du côté de la bourgeoisie catholique dont les deux fractions politiques avaient capitulé devant l'impérialisme britannique (Fine Gael en 1921, Fianna Fáil en 1926). Parallèlement, il avait condamné l'aile plébéienne du mouvement nationaliste (IRA-Sinn Féin) qui refusait la partition de l'île. L'Église catholique avait été récompensée par de multiples avantages et concessions : par exemple, le divorce n'était pas autorisé avant 1995, l'avortement et le blasphème étaient punis par la loi jusqu'en 2018. La salarisation, l'urbanisation, la scolarisation, les revendications des femmes travailleuses ont miné peu à peu l'emprise de la réaction cléricale. Ses prévarications, au lieu d'être étouffées, sont devenues des scandales publics.

La fraction « provisoire » de l'IRA avait repris la guérilla en 1969 contre l'armée britannique, la police raciste et les bandes fascistes d'Irlande du Nord en utilisant une phraséologie vaguement socialiste (ce qui fascinait la LC-LCR qui s'est depuis dissoute dans le NPA). Gerry Adams et Martin McGuinness commencèrent à se renier en 1986 en décidant de participer aux deux parlements séparés de l'île (Stormont à Belfast, Leinster à Dublin) alors que la tradition nationaliste (« républicaine ») était de refuser d'y siéger.

*La question de l'abstention avait été centrale dans la scission de l'IRA et la formation de l'IRA provisoire en 1969. La question était clairement tranchée dans la Constitution de l'IRA, section 1 : « La participation dans les parlements de Leinster, Stormont et Westminster est absolument interdite, ainsi que dans tout autre parlement assujéti ». (Brendan O'Brien, *A Short History of IRA*, 2019, p. 118)*

Sous la pression de l'État du sud et de l'État américain, ils ont transformé le mouvement de guérilla petit-bourgeois en un parti politique bourgeois, en acceptant de négocier avec l'État britannique en 1991 et en désarmant en 2005. Ensuite, Sinn Féin a gouverné de 2007 à 2017 l'Irlande du Nord avec le principal parti de la bourgeoisie protestante (DUP) pour administrer en commun le capitalisme local sous la férule de la monarchie anglaise.

Depuis juin 2016, le Brexit pose un problème à la bourgeoisie des deux côtés de la frontière, avec un risque de rétablissement des droits de douane ainsi que des contrôles de marchandises et des personnes, en rupture avec les accords de 1998 (dits du Vendredi saint).

En 2016, 52 % du Royaume-Uni a voté pour quitter l'UE. Mais 56 % des électeurs d'Irlande du Nord ont voté pour rester. (The Economist, 15 février)

Dans l'Irlande du Nord toujours rattachée à l'État britannique, Sinn Féin et le DUP ont reformé un gouvernement de coalition en janvier [voir *Révolution communiste* n° 38]. Dans la République (Eire) qui reste membre de l'Union européenne, des élections générales étaient organisées le 8 février, après que le premier ministre Leo Varadkar (Fine Gael) avait le 14 janvier provoqué la dissolution du Parlement.

Alors que depuis la fin de la guerre civile voici près d'un siècle, les deux principaux partis de la bourgeoisie républicaine ayant accepté la partition du pays en 1922 (Fianna Fáil et Fine Gael) alternent au pouvoir, ils ont pour la première fois de l'histoire été devancés aux élections par Sinn Féin.

Le Parti vert, qui avait gouverné avec Fianna Fáil de 2007 à 2011, est passé de 2 députés à 12. Alors que Sinn Féin ne présentait que 42 candidats (contre 84 pour Fianna Fáil et 82 pour Fine Gael) pour 160 sièges, il a remporté une majorité relative de voix, grâce à un discours démagogique adressé aux travailleurs salariés, qui ont particulièrement souffert de la crise de 2008. Depuis 2014, l'âge légal de départ à la retraite est de 66 ans, il devrait s'élever à 68 ans en 2028 ; parmi ses promesses, Sinn Féin prétend le rétablir à 65 ans. Depuis 2012, le prix des logements et les loyers ont beaucoup augmenté, en particulier à Dublin (85 %) alors que les salaires stagnent. Depuis 2014, le nombre de sans-abri a été multiplié par quatre. Sinn Féin a proposé le gel des loyers et la création de cent mille logements sociaux d'ici à 2025.

L'audience de Sinn Féin tient aussi à ce qu'il promettait un référendum sur la réunification de l'Irlande d'ici 2025. En fait, cela est prévu par les accords de 1998, mais il ne peut être convoqué que par décision du gouvernement britannique (par son secrétaire d'État à l'Irlande du nord). À l'inverse, le discours de ses concurrents Fianna Fáil et Fine Gael portait sur la sécurité et la baisse des impôts pour le patronat.

En France, le chef de LFI décrit : « *Sinn Féin est par maints aspects de centre gauche. Par d'autres très à gauche* » (Jean-Luc Mélenchon, 11 février). Le journal du PCF décrit SF comme un « *parti fermement ancré à gauche* » (*L'Humanité*, 11 février). L'opposition entre « gauche » et « droite » est mystificatrice. La vie politique de chaque État, bien qu'elle se présente tout autrement, s'explique par la lutte entre les classes.

A united Ireland



Le capitalisme ne serait pas le capitalisme si, d'une part, il ne condamnait les masses à un état d'abrutissement, d'intimidation, d'éparpillement, d'ignorance et si, d'autre part, il ne mettait à la disposition de la bourgeoisie un gigantesque appareil de mensonge et de duperie, pour tromper et abrutir les masses ouvrières et paysannes. (Lénine, *Les élections à l'Assemblée constituante et la dictature du prolétariat*, 16 décembre 1919)

Au total, les partis politiques bourgeois (SF, FF, FG, GP, DF, Aontú...), tous subordonnés à l'Union européenne dirigée par le tandem des impérialismes allemand et français, ont obtenu 90 % des voix. Le succès électoral de SF en Irlande du Sud s'est opéré en partie au détriment des partis politiques d'origine ouvrière (LP, SD, S-PBF) qui ont rassemblé seulement 10 % des votes.

Le Parti travailliste n'a obtenu que six députés (4,4 % des voix) car il était discrédité par sa participation de 2011 à 2016 au gouvernement ayant mené avec Fine Gael une politique anti-ouvrière. Solidarité-Le Peuple avant le profit a perdu 1 député sur 5. Il s'agit d'une coalition entre le Socialist Party (grantiste), le Socialist Workers Network (cliffiste) et Rise (grantiste) qui font tous trois référence à Marx, Lénine et Trotsky. Ce bloc n'est qu'électoral, comme le FIT en Argentine, et il n'est pas conclu au Nord. Les courants centristes sont habitués à rallier ce qui a du succès et à faire croire, comme les partis réformistes, que le changement peut provenir de consultations électorales : leurs organisations soeurs au Royaume-Uni ont d'ailleurs voté pour le Brexit. La campagne de S-PBP a oscillé entre l'adaptation au Green Party (son principal slogan fut : « *La planète avant le profit* ») et la capitulation devant le nationalisme (leur perspective politique étant « *en finir avec le cycle FF-FG* » pour un « *gouvernement de gauche* », sous-entendu dirigé

par SF). Beaucoup d'électeurs ont préféré voter directement pour le parti écologiste ou Sinn Féin.

Maintenant en position de force, Sinn Féin est prêt à gouverner avec FG et FF, à gérer loyalement le capitalisme dans la République, comme il l'a fait au Nord.

Nous voulons être au gouvernement au nord et au sud... notre objectif est d'unir l'Irlande. (Michelle O'Neill, vice-présidente de Sinn Féin et vice-première ministre d'Irlande du nord, *Daily Mail*, 10 février)

Les gens qui ont voté Sinn Féin ont voté pour que le Sinn Féin soit au gouvernement, donc nous avons ouvert des discussions et pris contact avec les dirigeants. (Mary Lou McDonald, présidente de Sinn Féin, *The Telegraph*, 10 février)

Solidarité (le masque du SP) est favorable à un gouvernement de coalition dirigé par SF.

Il est souhaitable de l'explorer si nous pouvons obtenir des éléments pour répondre à la crise du logement, à certains problèmes dans les services de santé... autour du changement climatique et du coût de la vie. (Richard Boyd Barrett, *The Irish Times*, 12 février)

Le Peuple avant le profit (le masque du SWN) est encore plus opportuniste et se rêve lui-même participant au futur gouvernement bourgeois.

Les partis qui ont bénéficié de cette poussée, Sinn Féin, verts, sociaux-démocrates, le Peuple avant le profit ont le devoir d'appliquer le mandat qu'ils ont reçu en formant un gouvernement de gauche minoritaire. (PBP, *Communiqué*, 12 février)

Une période d'incertitude s'ouvre en attendant la constitution d'une coalition, soit autour des partis gouvernementaux traditionnels, soit inédite avec SF au centre. Dans tous les cas, la gestion du capitalisme irlandais et du Brexit ne va pas être chose facile pour le gouvernement de la République irlandaise, ni pour le gouvernement britannique et son annexe d'Irlande du Nord.

Le Brexit n'a pas seulement séparé l'Irlande du Nord de l'UE contre sa volonté, il a fait de même à l'égard de l'Écosse : 62 % des électeurs. (*The Economist*, 15 février)

Reste à lever le drapeau d'une organisation véritablement prolétarienne, communiste et internationaliste, combattant réellement pour les intérêts des travailleurs et des opprimés, pour un gouvernement ouvrier et paysan de toute l'Irlande et pour la fédération des îles britanniques dans le cadre des États-Unis socialistes d'Europe.

15 février 2020

résultats des élections générales de l'Éire, 8 février

parti	voix	part	sièges
Sinn Féin (Nous-mêmes)	535 595	24,5 % (+10,7)	37 (+14)
Fianna Fáil (Soldats de la destinée)	484 320	22,2 % (-2,1)	37 (-7)
Fine Gael (Le Clan des Celtes)	455 584	20,9 % (-4,6)	35 (-15)
Green Party (Parti vert)	155 700	7,1 % (+4,4)	12 (+10)
Labour Party (Parti travailliste)	95 588	4,4 % (-2,2)	6 (-1)
Social Democrats (Les Sociaux-démocrates)	63 404	2,9 % (-0,1)	6 (+3)
Solidarity-People Before Profit (Solidarité-Le Peuple avant le profit)	57 420	2,6 % (-1,3)	5 (-1)

Algérie : pour une issue révolutionnaire au Hirak

Face au coronavirus, la population laborieuse gravement menacée

Le coronavirus se manifeste à partir du 25 février en Algérie ; à ce jour, 38 des 48 wilayas du pays sont touchées, le nombre officiel de cas s'établit à 847 et celui des décès à l'hôpital à 58, attestant d'une mortalité de 6,5 % ce qui est énorme. Mais le pouvoir du président Tebboune et du premier ministre Djerad ment sur l'ampleur de l'épidémie et fait arrêter des journalistes qui osent mettre en doute la fiabilité de ses annonces.

Le chef de l'État a ordonné au ministre de la communication d'interdire la diffusion de toutes statistiques sur la situation des cas atteints à travers le pays, en dehors de celles du ministère de la santé. (Communiqué du conseil des ministres, 22 mars)

Le gouvernement Tebboune-Djerad ment sur les capacités du système sanitaire à affronter la vague qui va déferler.

Le facteur surprise et l'urgence déclarée par l'État ont entraîné parfois des perturbations dans la distribution en dépit de la disponibilité des moyens globalement... Que celui qui veut nous aider spontanément soit le bienvenu et ceci sera pour nous un geste d'amitié, mais nous ne demanderons pas l'aumône... nous avons suffisamment de moyens. (Abdelmadjid Tebboune, cité par Interlignes, site d'informations censuré, inaccessible aujourd'hui depuis l'Algérie)

En réalité, il n'y avait, pour 40 millions d'habitants, qu'un seul centre d'analyses médicales habilité au dépistage (l'institut Pasteur d'Alger) au début du mois de mars. Les hôpitaux manquent de tout. Les campagnes et les petites villes sont dramatiquement sous-équipées. À Blida (40 km au sud d'Alger), épiscentre actuel de l'épidémie, le personnel de réanimation a fait grève plusieurs heures pour réclamer des masques, des gants, du gel hydroalcoolique, des désinfectants. La grande majorité des travailleurs d'Algérie a été scandalisée d'y voir débarquer pour une visite, le premier ministre, le ministre de l'intérieur et le ministre de la santé, équipés, eux, de pied en cap alors que les soignants présents ne disposaient pas des combinaisons intégrales que les dignitaires du régime arboraient.

Les dernières années ont vu les médecins (« mouvement des résidents »), infirmiers et infirmières multiplier les mobilisations, grèves et manifestations pour obtenir les moyens nécessaires à la prise en charge des patients. Tous les services sont en sous-effectif. Au mois de janvier, la situation réelle dans les maternités du pays a été montrée sur les réseaux sociaux : des femmes allongées à même le carrelage alors qu'elles viennent d'accoucher,

des infirmières qui donnent leur matelas de salle de repos pour pallier le manque de lits.

À chaque garde, il y a une confrontation entre l'équipe médicale et l'administration, parce qu'il n'y a pas de lits, pas d'oxygène, pas de compresses, pas de réactifs en laboratoires.... Parce qu'on est débordés, alors que nous sommes le plus grand hôpital du pays, on renvoie des patientes qui doivent faire le tour des hôpitaux pour trouver une place. (Le Monde Afrique, 1^{er} février 2020)

Logements exigus, manque d'hygiène et de services publics, nécessité des petits boulots pour survivre, la fraction la plus pauvre de la population a peu les moyens de se protéger. Quand il ne reste que le confinement, le gouvernement ne le décrète pas, hormis pour la wilaya de Blida. Tebboune est plus rapide à fermer les écoles et les universités (12 mars) que les mosquées (17 mars). Il affirme qu'« aucun Algérien ne sera laissé sans assistance » mais n'organise pas l'approvisionnement (files compactes pour se procurer de la farine et de la semoule en rupture de stock), ne bloque pas les prix des produits de première nécessité qui flambent, ne réquisitionne pas les cliniques privées, n'interdit pas les licenciements, autorise le placement autoritaire des travailleurs en congés annuels, laisse les patrons décider qui travaille. Le gouvernement leur ouvre complaisamment les ondes publiques pour exprimer leurs exigences alors que la censure frappe tous les opposants.

Le Forum des chefs d'entreprises (FCE) a appelé le gouvernement à porter secours aux entreprises en difficulté dans cette période de crise sanitaire. Son président Mohamed Sami Agli réclame un rééchelonnement des prêts consentis aux unités économiques, un report du paiement de leurs impôts, voire une amnistie fiscale en leur faveur, une lutte sans merci contre les activités informelles. (Le Carrefour d'Algérie, 30 mars)

Le nouveau président Tebboune, la continuité du système

Parce que le Hirak n'a pas renversé l'État bourgeois, une élection présidentielle s'est tenue le 12 décembre 2019 sous l'égide des militaires et avec l'appui de la direction de la principale confédération syndicale, l'UGTA, qui a organisé des manifestations (maigres) de soutien. Les masses mobilisées depuis presque une année n'en voulaient pas, conspuant les cinq candidats inféodés retenus par le pouvoir, empêchant de nombreux meetings électoraux de se tenir. Les rassemblements du mardi et du vendredi dès l'annonce de la date du scrutin exigeaient son annulation. En Kabylie, a été organisée une grève générale très suivie,



Alger, 12 décembre 2019 : manifestation du Hirak le jour de l'élection

du 8 au 12 décembre, la sous-préfecture a été murée ; dans plusieurs villes, les manifestants ont essayé d'organiser le boycott : urnes retirées, souvent remplacées par des poubelles devant les salles fermées, énormes manifestations le jour du scrutin, réprimées mais trop massives pour être empêchées. Selon les chiffres officiels, seuls 0,12 % du demi-million d'inscrits en Kabylie ont participé. Le taux officiel de la participation nationale est de 39,83 % (12,7 % de votes blancs et nuls), taux sans doute gonflé, des habitants de la capitale témoignant par exemple du fait que les images diffusées à la télévision vantant l'affluence dans les bureaux de vote dataient en réalité d'un précédent scrutin : ils y ont reconnu des parents aujourd'hui décédés. Les casernes aussi ont beaucoup voté...

Dès l'annonce de l'élection de Tebboune, une foule immense déferle dans les rues des principales villes, comme à Oran où 400 manifestants sont arrêtés et surtout à Alger. Drapeau berbère brandi devant un commissariat d'arrondissement, nez poudré de farine déversée par paquets des balcons pour rappeler que le fils du nouveau président est impliqué dans une affaire de blanchiment d'argent liée à la saisie de 700 kg de cocaïne, portraits barrés de la mention « *pas mon président* », ou « *élection militaire* », le Hirak conteste la légitimité de Tebboune.

Ce dernier était le candidat préféré de feu le général Gaïd Salah et l'un des très proches d'Abdelaziz Bouteflika dont il a soutenu le cinquième mandat. Il a été plusieurs fois préfet et ministre. Avec son pedigree et ses 74 ans, difficile de vendre le renouveau ; d'ailleurs dans le gouvernement installé après la présidentielle, 4 des 5 principaux ministères sont dirigés par des ministres nommés par Bouteflika, au total 11 sur 28. Alors la presse aux ordres a tenté de le présenter comme un opposant aux oligarques haïs. Un enfumage bâti sur son inimitié avec Saïd Bouteflika et vite dispersé par l'inculpation de son fils pour trafic et d'un de ses proches, l'homme d'affaires Omar Alilat, pour corruption.

Le président multiplie les déclarations de « *main tendue au Hirak béni* » pour essayer de le vider de sa charge explosive :

M. Tebboune a de nouveau repris à son compte le mouvement populaire en annonçant avoir signé un décret consacrant le 22 février journée nationale chômee et payée sous la dénomination de « Journée nationale de la fraternité et de la cohésion entre le peuple et son armée pour la démocratie ». (Le Monde, 22 février)

Mais il y a longtemps que les illusions dans l'armée sont tombées et ce travestissement ne prend pas plus que l'installation d'un « *comité d'experts* » chargé de proposer des amendements à la Constitution qui serait soumise à référendum. Après un mois où les manifestations ont décréu, où la population laborieuse a digéré le scrutin imposé, observé les mesures gouvernementales, les fossoyeurs du mouvement ont déchanté. Pour l'anniversaire du soulèvement, des millions d'Algériens et d'Algériennes ont manifesté.

Face à la foule qui remontait la rue centrale de Didouche-Mourad, un impressionnant cordon de policiers antiémeutes a été déployé bloquant l'accès vers les hauteurs de la ville. Car un mot d'ordre a circulé depuis vendredi : organiser une marche sur le palais d'El Mouradia, siège de la présidence de la République. Camions à canon à eau et charges policières rentrent en jeu dès l'après-midi. La foule se disperse un moment puis se reforme face à la masse des policiers. Tensions, insultes, coups de matraque, flux et reflux des manifestants à travers les rues et ruelles de l'hyper centre-ville. À la tombée du jour, les choses se tassent mais la colère est là. (Le Point Afrique, 22 février)

Tebboune répète qu'il a pris « *l'engagement de satisfaire les revendications de la rue* » tout en maintenant la censure, la répression, les emprisonnements. Le dernier décret qui amnistie des prisonniers en exclut les détenus d'opinion. L'engagement à augmenter le salaire minimum (à 25 000 dinars), pris à l'issue d'une conférence de collaboration entre le ministre du travail, le patronat (FCE) et les bureaucrates de l'UGTA, le maintient très en-deçà de ce qu'il faut pour finir le mois. La Fédération nationale des travailleurs des industries électriques et gazières l'évalue à 40 000 dinars, à l'issue d'une étude sur le coût de la vie.

L'effondrement économique se profile

Le FMI qui vient d'accorder un prêt à l'Algérie s'attend à une décroissance de plus de 5 % sur l'année 2020. Les réserves de change qui affichaient 195 milliards de dollars en 2013 se limitent à 62 milliards de dollars fin 2019. Les recettes liées aux hydrocarbures dégringolent, avec l'effondrement des cours, le baril à moins de

30 dollars, prix qui déclare « non rentables » 80 % des gisements du pays. Les revenus des hydrocarbures représentent 95 % des recettes de l'État algérien et le budget adopté tablait sur un baril de pétrole à 50 dollars. Selon les dernières estimations de l'OPEP et l'Agence internationale de l'énergie, les revenus des pays exportateurs de Pétrole et de gaz naturel risquent de reculer de 50 % à 85 %.

Sur le volet commercial et depuis le début de l'épidémie en Chine, les sociétés algériennes d'import-export et de distribution subissent des pertes énormes, en raison de la dépendance envers les importations provenant de ce pays, estimées à 25 % du total des importations de l'Algérie. Les secteurs les plus touchés sont la construction et les travaux publics.

Les prix à la consommation grimpent, à commencer par ceux des fruits et légumes. La population craint une pénurie alimentaire, au vu de l'état de la production nationale et de sa distribution. Le chômage va exploser, dans un pays qui comptait 1 449 000 de travailleurs officiellement sans travail, soit 11,4 % de la population active en mai 2019 (Office nationale des statistiques, décembre), 26,9 % des moins de 24 ans, 20,4 % des femmes. Quand on sait que 62,2 % des travailleurs sont employés dans le privé, 16,8 % dans le BTP, 11,7 % dans les industries manufacturières, 15,7 % dans le commerce, on devine sans mal ce que va signifier la crise économique pour le prolétariat.

Révolution prolétarienne pour la victoire du Hirak

Le gouvernement bourgeois Tebboune-Djerad se prépare à décréter l'austérité pour ceux qui manquent déjà du nécessaire. Toutes les organisations, partis et syndicats, qui disent se tenir aux côtés du Hirak doivent mettre au service de la défense de la population laborieuse les moyens de presse, communication, propagande dont ils disposent, en ces temps où les manifestations et les regroupements sont interdits. Partout il faut faire retentir les exigences vitales : fixation de bas prix pour les produits de consommation courante, indexation des salaires sur le coût de la vie, moratoire des loyers, interdiction des licenciements. C'est aux travailleurs de dicter qui doit travailler et ce qu'il faut produire ! Réquisition des cliniques et laboratoires privés pour soulager les hôpitaux ! Libération immédiate des détenus à cause du Hirak, à bas la censure !

Quand l'épidémie sera passée, pour régler vraiment les comptes avec le « système », il faut s'organiser. La difficulté de la tâche est amplifiée par l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire apte à conduire la lutte pour le pouvoir des travailleurs des villes et des campagnes, mais les militants, les travailleurs, les jeunes qui ont déjà déjoué tant de pièges des apparatchiks et des militaires sont capables de

s'approprier le programme de la révolution sociale parce qu'il répond à leurs besoins immédiats.

Des emplois et des logements pour tous ! Expropriation des grandes entreprises privées ! Contrôle ouvrier sur la production ! Ouverture des livres de compte ! Organisation du ravitaillement de la population et de la distribution des médicaments ! Santé gratuite !

Libération de tous les prisonniers politiques ! Aucune poursuite contre les manifestants ! Droit de se réunir, de s'organiser ! Liberté de la presse et de tous les médias ! Services d'ordre et auto-défense des grèves et des manifestations !

En s'appuyant sur les comités qui se sont constitués au long de l'année passée, il faut généraliser les comités d'action sur les lieux de travail, d'études et les quartiers, élire des délégués et centraliser ces organes de pouvoir de la base jusqu'au sommet, pour un comité central de la lutte, pour opposer au pouvoir de la bourgeoisie, celui des exploités et des opprimés.

À bas le régime, Tebboune et son gouvernement ! Aucun dialogue avec le gouvernement bourgeois ! Rupture immédiate des dirigeants politiques des partis et syndicats se réclamant des travailleurs avec ce gouvernement et les diverses forces bourgeoises ! Contrôle de l'UGTA par les salariés !

Laïcité de l'État ! Égalité pour les femmes ! Respect des droits des Berbères jusqu'au droit de se séparer !

Abolition de la présidence de la république ! Dissolution des corps de répression de l'État algérien (armée professionnelle, police, services secrets) ! Armement du prolétariat !

Aux tenants de la constitution amendée et du référendum, comme aux tenants de l'assemblée constituante, nous opposons le combat pour abattre l'État bourgeois et non pour le replâtrer. Alors que la rue scande « *Dégagez !* », quelle sorte de « révolutionnaire » se couche aux pieds du gouvernement pour qu'il lui organise des élections (libres, pourquoi pas !) ? Alors que la bourgeoisie serre les rangs pour sortir de la pandémie avec les moyens de faire payer la crise économique aux prolétaires, des organisations fondées par des « trotskystes » (PT, PST, COSI) réclament un parlement représentant toutes les classes. Quelle sorte de « révolutionnaire » oeuvre pour que la bourgeoisie garde la main, avec son armée, son administration, son État tout entier qui veille sur les intérêts des capitalistes ?

Les militants du Groupe marxiste internationaliste et du Collectif révolution permanente veulent, eux, la représentation des masses en lutte parce qu'ils combattent pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.

30 mars 2020

Turquie & Syrie : escalade de la guerre à Idlib

Depuis le début de la guerre civile en Syrie, la politique syrienne du régime d'Erdoğan avait des buts impérialistes présentés avec les arguments idéologiques néo-ottomans. En pratique, elle s'appuyait sur des bandes djihadistes pour renverser le régime d'Assad et obtenir une part dans le repartage impérialiste du Proche-Orient qui avait pour centre la Syrie. Il n'a pas hésité pendant des années à faire de la provocation pour toutes les guerres en Syrie et au Proche-Orient et à soutenir les bandes djihadistes en termes logistiques et financiers. Il a mis en oeuvre plusieurs invasions et occupations avec ces bandes djihadistes avant tout à Afrin, Jarablous et Al-Bab. Il a commencé à construire son État pirate dans les régions qu'il a envahies en nommant ses propres préfets colons. Erdoğan n'a pas limité ses buts impérialistes à la Syrie et a participé aux interventions impérialistes en Libye.

L'impérialisme russe a, quant à lui, empêché le régime Assad de s'écrouler grâce à son soutien et lui a permis de commencer à retrouver son ancienne domination. Cette situation perturbe l'avancée d'Erdoğan en Syrie. L'ambition impériale d'Erdoğan avait auparavant amené le pays à l'orée de la guerre avec l'avion russe qu'il avait fait abattre. Erdoğan, qui n'a pu résister à l'embargo économique de la Russie, s'est retrouvé obligé de faire un pas en arrière et de se réconcilier avec Poutine.

Sa présence en Syrie dépend entièrement des djihadistes qu'il utilise comme des pions. Avec la puissance retrouvée du régime d'Assad et son avancée dans l'ensemble du pays, l'espace d'action des djihadistes se réduit comme une peau de chagrin.

Nous pouvons ranger en deux catégories les objectifs d'Erdoğan dans sa politique de Syrie dans la guerre civile syrienne qui dure depuis 2011 et dont il est l'un des acteurs principaux : les buts de politique intérieure, les buts de politique extérieure.

La crise économique qui s'aggrave de jour en jour et qu'il ne parvient pas à dépasser le ronge de l'intérieur. Erdoğan n'a pas d'autre choix que de dépasser par la guerre la crise politique et économique actuelle. Il cherche à se présenter comme un héros national, à subordonner à sa volonté toutes les forces de l'ordre établi grâce au climat nationaliste qu'il a entretenu et à s'accaparer le titre du « fondateur de la nouvelle Turquie » à l'orée de l'année 2023. À chaque fois que le capitalisme entre dans une crise mondiale, il suit

d'abord des politiques protectionnistes et de fermeture sur soi, puis tente de dépasser cette situation par les guerres impérialistes. La situation d'Erdoğan n'est pas très différente. Il est obligé de réaliser une occupation permanente en Syrie pour se débarrasser de la crise qui le mine sur le plan national. Il veut piller les zones envahies et mobiliser sa propre bourgeoisie pour reconstruire les villes qui sont détruites. Telles sont les principales volontés d'Erdoğan. Mais il existe sur le terrain des concurrents très puissants qui peuvent empêcher sa politique de se réaliser. Pour atteindre ses buts, il a besoin d'écarter la Russie, le gouvernement syrien et l'Iran. Or, il n'en a ni la puissance économique, ni la capacité militaire. Jusqu'à aujourd'hui, il a assuré sa présence en Syrie en utilisant les contradictions des impérialismes russes et américain. Tantôt il s'est allié à la Russie, tantôt aux États-Unis...

Dans la guerre libyenne, la Russie est une force déterminante. En Libye également, les intérêts de la Russie et de la Turquie évoluent dans des directions diamétralement opposées. Les contradictions entre la Russie et la Turquie s'approfondissent à toute vitesse, les visées impérialistes d'Erdoğan en Syrie et en Libye préparent le terrain objectif d'un affrontement direct avec la Russie sur les terrains militaire et économique. Toutes les déclarations officielles de Russie indiquent qu'il n'y aura pas de retrait d'Idlib.

L'attitude à adopter face à l'impérialisme et à la guerre impérialiste passe par la mise au centre de sa politique la lutte contre les buts impérialistes de son État bourgeois. Elle passe par la lutte pour le renversement de son État bourgeois par les moyens révolutionnaires comme but principal. Non à la guerre des peuples et à la paix des classes !

République turque envahisseuse, hors de Syrie !

Ne fais pas ton service militaire, ne tue pas et ne meurs pas pour les intérêts du palais !

La lutte des travailleurs réalisera la paix au Proche-Orient !

Construisons les comités d'autodéfense !

Vivent les soviets du Proche-Orient !

Parti révolutionnaire pour la révolution, préparation révolutionnaire pour le parti révolutionnaire !

28 février 2020
Patronsuz Dünya



Palestine : le nouveau plan de l'impérialisme américain

Le 28 janvier, à Washington, en présence du premier ministre israélien Nétanyahou, le président a dévoilé « l'accord du siècle », son « plan de paix » pour « deux États » en Palestine qui succède à ceux de Reagan (1982) et Bush père (1991). Nétanyahou, aux côtés de Trump, affichait son contentement.

Les « deux États », légitimation de la colonisation

Trump prétend que sa position est « équilibrée », puisqu'elle inclut le droit des Palestiniens à avoir leur propre État. Rien de nouveau, puisque c'était la solution de la Commission Peel en 1937, de l'ONU en 1947, des accords d'Oslo en 1994, de l'accord de Wye River en 1998, de la « feuille de route » de 2003... En fait, il n'a jamais été question de deux États égaux, ce qui est incompatible avec le projet sioniste, avec la colonisation. Pour Israël et les puissances impérialistes, il s'agissait d'accorder moins qu'un État, un simulacre. En mars 1991, quand les États-Unis ont commencé à faire pression sur l'OLP pour obtenir les accords d'Oslo, le ministre des affaires étrangères étasunien (James Baker) a reçu secrètement à Washington l'envoyé du roi de Jordanie (Adnan Abu Odeh).

Écoutez, M. Odeh, je vais vous dire une chose en tant que secrétaire d'État. Il n'y aura pas d'État palestinien. Il y aura une entité, moins qu'un État, plus que l'autonomie. C'est la meilleure issue que nous puissions obtenir avec les Israéliens. (cité par David Hearst, 4 février 2019, site *Union juive française pour la paix*)

Peu avant d'être assassiné par un fanatique sioniste qui n'acceptait pas qu'il négociât avec les Palestiniens, le premier ministre israélien (Parti travailliste) de l'époque l'avait clairement expliqué.

Nous ne reviendrons pas aux lignes du 4 juin 1967. La frontière de sécurité de l'État d'Israël sera située dans la vallée du Jourdain au sens le plus large du terme... À côté, une entité palestinienne... Nous aimerions que ce soit une entité qui soit moins qu'un État, et qui gèrera indépendamment la vie des Palestiniens sous son autorité. (Yitzhak Rabin, *Discours à la Knesset sur les accords d'Oslo II*, 5 octobre 1995)

Toujours plus d'exigences envers les Palestiniens

Parmi les exigences nouvelles, l'État palestinien devra « éduquer » son peuple pour en finir avec les « discours de haine » : « *L'État d'Israël, l'État de Palestine et les pays arabes travailleront ensemble pour contrer le Hezbollah, l'EI (Daech), le Hamas... et tous les autres groupes et organisations terroristes, ainsi que les autres groupes extrémistes* ».

Rien de semblable n'est exigé d'Israël, alors que les médias de masse, le Likoud et ses partenaires politiques tiennent des discours de haine envers les Arabes, alors que les soldats malmènent quotidiennement les Palestiniens, que des colons racistes armés et protégés par l'armée israélienne attaquent régulièrement les biens et les personnes dans les territoires de l'Autorité palestinienne.

Le nouveau plan supprime la notion de réfugiés, entérinant la fin, en 2018, du financement par les États-Unis (suivis par la Suisse et les Pays-Bas) de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Le plan Trump-Nétanyahou interdit explicitement aux descendants des expulsés de retourner dans leurs foyers. Le « problème des réfugiés » devra être résolu par les États arabes qui « *ont la responsabilité morale de les intégrer dans leur pays comme les Juifs ont été intégrés dans l'État d'Israël* ». Ils ne pourront s'installer dans l'État palestinien qu'avec l'accord d'Israël.

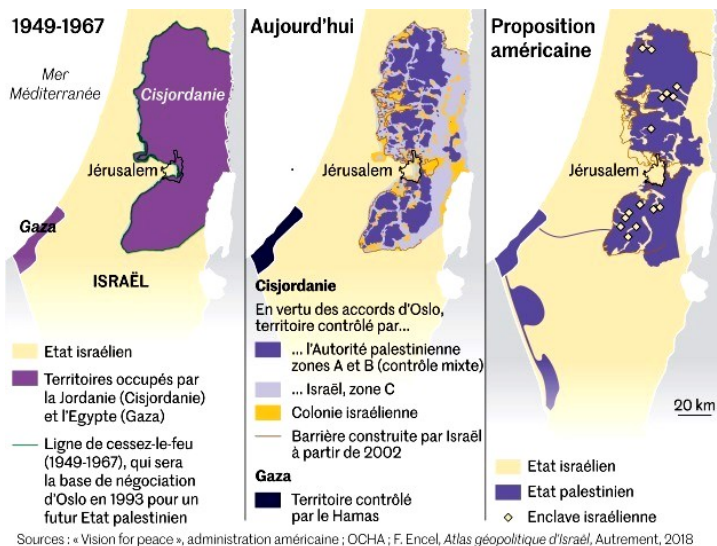
Enfin, les représentants des Palestiniens devront reconnaître Israël comme « *État-nation du peuple juif* », ce qui légitime le mythe sioniste qui fait d'Israël l'État non de ses citoyens mais celui de tous les Juifs du monde, conformément au changement par Nétanyahou de la « loi fondamentale » (constitution d'Israël) en 2018.

Cela fragilise la position des Arabes (20 % de la population d'Israël) qui sont politiquement des ressortissants de seconde zone et économiquement constituent la partie la plus exploitée de la classe ouvrière israélienne.

« L'État palestinien » selon Trump et Nétanyahou

Israël se voit reconnaître par Washington le droit d'annexer à nouveau de larges portions des territoires de la Palestine : toutes les enclaves juives implantées à Jérusalem et en Cisjordanie plus la vallée du Jourdain (700 000 colons). Jérusalem est envisagée comme la capitale « indivisible » d'Israël, comme l'a déjà déclaré le gouvernement étasunien fin 2017.

Le gruyère qui reste ne serait pas pour autant un véritable État. Il aurait moins de pouvoir que les bantoustans créés par l'Afrique du Sud de l'apartheid dans les années 1970. La bande de Gaza restera le terrain d'expérimentation des armements des groupes capitalistes israéliens exportés dans le monde entier.



La seule référence à la violence que subit la population de ce ghetto de 2 millions de personnes est qu'elle « *a souffert pendant trop longtemps sous le régime répressif du Hamas* ».

Israël aura « *la responsabilité primordiale de la sécurité sur l'État de Palestine* » et sera responsable de « *la sécurité à tous les points de passage internationaux vers l'État de Palestine* », ce qui signifie que le nouvel État n'aura de contrôle sur aucune de ses frontières. Israël « *continuera également à contrôler l'espace aérien* » et les télécommunications.

« L'État palestinien » ne sera pas autorisé à avoir des capacités militaires. Il n'aura « *pas le droit de conclure des accords militaires, de renseignement ou de sécurité avec un État ou une organisation qui affecte négativement la sécurité de l'État d'Israël, telle qu'elle est définie par l'État d'Israël* ».

Non seulement Israël va s'emparer des terres fertiles qui lui échappaient encore, mais il aura la mainmise sur l'eau. Partout dans le prétendu « État palestinien » et spécialement à Gaza, le manque d'eau potable poussera au départ.

La nappe phréatique a été tellement exploitée que l'eau de mer s'y est infiltrée, rendant l'eau du robinet impropre à la consommation, car trop salée. Ce facteur, parmi d'autres, explique que 10 % seulement des Gazaouis ont accès à l'eau potable... Les autres dépendent de camions citernes. Quelque 150 opérateurs fournissent une eau plus ou moins dessalée qui, une fois filtrée, peut être bue ou utilisée pour la cuisson des aliments. Elle coûte plus cher et, au regard de nos critères définissant une eau suffisamment salubre pour être consommée, elle n'est pas vraiment potable. (Banque mondiale, 22 novembre 2016)

L'impuissance de la bourgeoisie palestinienne

Abbas n'a guère de moyens de riposter au plan Trump-Nétanyahou, l'AP ayant les poings et les pieds liés par Israël et les États-Unis. Les États bourgeois arabes qui gagnaient autrefois une popularité en soutenant, en paroles, la cause des Palestiniens, sont disloqués (Syrie, Irak) ou s'en dispensent de plus en plus. La plupart d'entre eux dépendent militairement des États-Unis (monarchies du Golfe, Égypte...). Le souci principal de plusieurs d'entre eux est de contrer l'Iran, ce qui les rapproche des États-Unis et d'Israël.

Quant au Hamas, qui a pour habitude de faire pression (ou de laisser faire pression par son concurrent en bigoterie et en antisémitisme, le Djihad islamique) sur l'État sioniste par des tirs de roquette et des attentats suicides, il a pris prudemment ses distances avec le Djihad que l'armée israélienne a attaqué en février à Gaza et en Syrie. Le Hamas continue à respecter la trêve conclue avec l'État sioniste en mai 2019.

La défense du capitalisme français conduit à la reconnaissance d'Israël

En France, les bureaucraties syndicales (CGT, FO, CFDT, UNSA, FSU...) et les partis sociaux-impérialistes (PS, PCF, LFI...) suivent leur maître, la bourgeoisie française. Par conséquent, ils soutiennent l'ONU et sa « solution » de deux États, ils reconnaissent Israël.

Nous devons continuer à exiger de notre gouvernement la reconnaissance de l'État de Palestine dans des frontières sûres et reconnues, celles de 1967. (PCF, 14 février)

S'ils critiquent Trump, c'est au nom des intérêts de l'impérialisme français au Proche-Orient.

Cette provocation supplémentaire ne pourra qu'aggraver la crise qui touche tout le Proche Orient. La France doit condamner immédiatement ce plan indéfendable... Le Proche-Orient a besoin d'ordre légal. (Communiqué de presse du groupe parlementaire de La France insoumise, 2 février)

Leurs satellites « trotskystes » n'affrontent pas plus sur ce terrain les agents de la bourgeoisie que lors des trahisons des luttes sociales. Certes, la LCR se prononçait, quand l'OLP menait la guérilla, pour la destruction d'Israël, mais elle s'alignait ainsi sur le nationalisme arabe. Lors des accords d'Oslo, elle tourna casaque. Le NPA, issu de sa liquidation, a rejoint LO dans l'ambiguïté vis-à-vis d'Israël et de la « solution » de deux États.

Nous ne considérons pas que la disparition de l'État d'Israël soit nécessaire ou souhaitable. Nous pensons même que son existence pourrait être bénéfique à toute la population arabe et juive du Moyen-Orient. (Lutte de classe, juillet 1967)

Le leurre de la campagne pour le boycott d'Israël

Sous le nom de « boycott, désinvestissement et sanctions » (BDS), le mouvement national palestinien tente depuis 2005 de relancer le boycott d'Israël déjà décidé en 1945 par la Ligue arabe (une entente des États bourgeois de la région).

La légende des pacifistes petits-bourgeois, les mêmes qui oublient que l'ANC était engagée dans la lutte armée, est que la campagne pour le boycott par les consommateurs occidentaux des oranges d'Afrique du Sud a fait tomber l'apartheid, alors que ce sont les luttes collectives, les grèves ouvrières et le soulèvement des quartiers noirs qui l'ont mis en cause. Les communistes internationalistes ne s'opposent pas au boycott par les consommateurs des produits israéliens qui est appuyé en France par le NPA, LFI, le PCF ainsi que les syndicats ou associations qu'ils dirigent (comme l'AFPS). Reste que le GMI est sceptique sur son efficacité et carrément hostile à son extension au sport, à la culture et à la recherche.

Les armes exportées par Israël sont testées sur les Palestiniens, les armes importées par Israël servent à terroriser et à massacrer les Palestiniens. Pourquoi les syndicats du transport de tous les pays ne refusent-ils pas de transporter les armements à destination d'Israël (le 16^e budget militaire du monde pour la 98^e population du monde) ou en provenance d'Israël (le 8^e exportateur d'armes du monde) ? Parce que ceux qui les dirigent sont en fait des sociaux-patriotes qui ne veulent pas nuire à leur propre bourgeoisie, à « leurs » exportateurs d'armes (par exemple, le capitalisme français est le 4^e vendeur du monde) ou à « leurs » forces militaires.

Nous semons encore moins d'illusions sur les appels aux capitalistes français à désinvestir et sur les suppliques à l'État français pour des mesures diplomatiques. Alors que les initiateurs de cette campagne se situent tous sur le terrain du respect des frontières de 1967, pour les communistes internationalistes, cette campagne pour le boycott ne doit en aucun cas servir de substitut à la revendication et à l'objectif qui doivent rester centraux pour quiconque veut exprimer sa solidarité réelle avec le peuple palestinien : la destruction de l'État colon et raciste d'Israël.

Pourquoi il faut démanteler Israël

Le sionisme justifie l'oppression d'un peuple. Les travailleurs conscients ne peuvent être neutres face à l'oppression nationale, à l'apartheid, à la colonisation, à l'épuration ethnique. L'apartheid a pu être supprimé au sud des États-Unis par la lutte des descendants des esclaves qui représentaient une partie importante de l'électorat et du prolétariat ; il a pu être supprimé en Afrique du Sud car les descendants des peuples d'origine et les immigrés luttèrent pour l'égalité, tout en représentant la majorité de la classe ouvrière. Mais le but de la bourgeoisie israélienne n'est pas tant d'exploiter les Arabes de la Palestine que de les expulser.

La reconnaissance de l'oppression nationale dont souffrent les Palestiniens conduit nécessairement à la mise en cause de l'État sioniste comme obstacle à toute solution démocratique. La destruction du mur, l'égalité entre Juifs et Arabes, le droit au retour des millions de réfugiés ne pourront être obtenus en maintenant un État colonial propulsé depuis sa naissance par la « communauté internationale » incluant la bourgeoisie française.

Une solution démocratique passe par le démantèlement de l'État sioniste, clérical et raciste, belliciste et instrument de l'impérialisme occidental au Proche-Orient. Contre toutes les bourgeoisies (américaine, israélienne, arabe, turque, iranienne...), la mobilisation des travailleurs à Jérusalem, en Cisjordanie, à Gaza, en Israël, en Jordanie... permettra d'instaurer une Palestine démocratique, laïque, dans laquelle pourront vivre ensemble Arabes et Juifs, musulmans, israéliens, chrétiens et athées...

Une telle Palestine ne sera viable que par l'extension de la révolution socialiste, l'abolition des frontières héritées de la colonisation et l'instauration de la fédération socialiste du Proche-Orient. Seul le prolétariat conscient, sous la forme d'une internationale ouvrière (et des partis ouvriers révolutionnaires dans chaque État) peut mener un tel combat. La classe ouvrière, ralliant les paysans et les étudiants, est la force sociale qui est capable de contrer les fanatismes religieux et d'instaurer la laïcité, de liquider la colonisation sioniste en Palestine et l'oppression séculaire des Kurdes, d'en finir avec la domination impérialiste et la réaction islamiste, d'émanciper les jeunes et les femmes, de donner la terre aux paysans, la formation à la jeunesse, l'emploi à tous et d'assurer le développement économique.

6 mars 2020



Retrait du projet LPPR contre les travailleurs de la recherche !

En février 2019, le gouvernement Macron-Philippe-Vidal a annoncé une attaque contre la recherche publique avec la même méthode que la loi contre les retraites des salariés : une concertation (trois commissions avec des parlementaires, des présidents d'établissements, des patrons, les représentants des organisations syndicales), le dévoilement d'un projet conforme aux besoins du capital, la prévision d'un vote par l'Assemblée nationale d'une loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) s'appliquant début 2021.

Les chefs syndicaux ont passé tout l'automne 2019 à répondre docilement aux concertations du gouvernement (à l'exception de FO-ESR, très minoritaire). S'appuyant sur leur docilité, un des concepteurs de la LPPR a donné l'axe.

Il faut une loi ambitieuse, inégalitaire -oui-, inégalitaire - une loi vertueuse et darwinienne, qui encourage les scientifiques, équipes, laboratoires, établissements les plus performants à l'échelle internationale, une loi qui mobilise les énergies. (Antoine Petit, 26 novembre 2019)

Modulation de service obligatoire pour les enseignants-chercheurs, ce qui revient au non-paiement de leurs heures complémentaires, évaluation des services des enseignements en crédits ECTS (European Credits Transfer System) en lieu et place des 192 h équivalent TD, instauration d'un système de régulation des charges d'enseignement au niveau de la composante (UFR, faculté, département) avec une décharge pour les « excellents » en recherche. Recours à l'embauche de personnels sur CDI de mission scientifique, dont la fin du contrat pourra s'aligner avec celle du projet, et titularisations encore plus tardives avec la mise en place de « tenure tracks » (poste précaire d'enseignant-chercheur) sur le modèle anglo-saxon. Renforcement des méthodes managériales, avec modulation des dotations aux unités en fonction des évaluations HCERES et multiplication des primes variables.

Le 18 janvier, une pétition des directeurs de laboratoires demande à la ministre Vidal un moratoire et « l'ouverture d'États généraux » pour que le ministère « s'engage dans un véritable processus d'élaboration démocratique » afin de « fixer l'esprit d'une future loi ».

Le 2 février, à St Denis, à la première réunion de la Coordination des facs et des labos en lutte, 700 personnes clament : « Grève générale ! ». Mais ce qui est écrit, soumis et voté est en fait bien différent : « face à l'obstination et à la violence du gouvernement, nous appelons à poursuivre et étendre la grève reconductible dans l'enseignement et la recherche ! ». Contrairement aux soviets de 1917, les forces politiques (NPA, LO, LFI, PCF, POID, UCL...) se dissimulent. Les membres et

adjoints des appareils syndicaux copient leurs « grèves reconductibles » et leurs « journées d'action ». La motion propose un méli-mélo d'actions (en fait toutes les propositions, y compris les plus farfelues) et décide un calendrier aligné sur les « journées d'action » des directions confédérales qui mettent au point la loi contre les retraites : « 5 février : journée d'anniversaire de la mobilisation + journée de la fonction publique, 6 février : journée interpro, 11 février : journée de mobilisation sur la précarité, 17 février : journée interpro, 5 mars : première journée l'université et la recherche s'arrêtent ».

Le 5 mars, il y a du monde dans la rue. Comme il fallait s'y attendre, le gouvernement ne recule pas pour autant. Pourtant, le 7 mars, à Nanterre, la deuxième coordination, mieux organisée mais moins enthousiaste malgré la présence de plus d'étudiants, convoque une nouvelle journée d'action le 19 qui n'aura évidemment

pas plus d'efficacité : « La grève reconductible et de grandes journées nationales de mobilisation nous permettront de construire un rapport de force victorieux. Le 5 mars, l'université et la recherche se sont arrêtées. À partir du lundi 9 mars : poursuite de la grève reconductible. Le mardi 10 mars : les universités de Lyon font leur 5 mars. Du lundi 16 mars au samedi 21 mars : semaine noire (l'université et la recherche à l'arrêt) ; le jeudi 19 mars : temps fort national ».

Non seulement les partis réformistes et les organisations semi-réformistes en restent aux grèves reconductibles et aux journées d'action de l'intersyndicale qui ont fait échouer le mouvement de défense des retraites mais ils s'entendent, dans les assemblées générales et la coordination, pour refuser d'appeler les directions syndicales à rompre avec le gouvernement et à préparer la grève générale. Autrement dit, ils laissent les mains libres aux bureaucrates qui collaborent avec la bourgeoisie française, son État et son gouvernement.

Front unique contre le projet de loi ! Responsables syndicaux cessez toute concertation avec le gouvernement sur la LPPR ! Quittez les organes de cogestion (Conseil d'orientation des retraites, CNESER, conseils d'administration des établissements...) qui appliquent la politique du gouvernement !

Augmentation massive des crédits récurrents pour les laboratoires de recherche publique ! Titularisation immédiate de tous les travailleurs précaires de l'enseignement supérieur et de la recherche ! Abrogation de Parcoursup ! Suppression de la double sélection en master ! Gratuité de l'inscription dans l'enseignement supérieur public pour tous !

12 mars 2020

